
Dossier

«Prospérité et bien-être» et «Migration et mobilité»



Besucher der ersten Veranstaltung in
der Reihe «Migration und Wohlfahrt» vom
16. April in Basel zu «Fremde Knochen in
Schweizer Boden. Migration im Bild der
Archäologie».

«Prospérité et bien-être» et «Migration et mobilité»

(fi) Après le succès qu'a connu la première série de manifestations sur le thème «La Suisse existe – La Suisse n'existe pas» (cf. Bulletin 2/2015), l'ASSH a décidé de lancer pour 2016 et 2017 deux nouveaux cycles d'événements se déroulant en parallèle, sur deux thématiques actuelles: «Prospérité et bien-être» d'une part, et «Migration et mobilité» d'autre part. C'est ainsi que jusqu'en mai 2017, une vingtaine de manifestations viendront compléter le portrait de la Suisse aux multiples facettes esquissé par la première série d'événements.

Au moment où les thématiques des deux nouveaux cycles de manifestations ont été proposées aux sociétés, en été 2015, une série de questions cadres leur avaient été soumises pour stimuler la réflexion autour de ces sujets. Une année plus tard, le programme des deux séries compte près de 30 manifestations dans des domaines très variés, allant de la musique au travail social, en passant par l'architecture et l'éthique biomédicale. Certaines manifestations mêlent les deux thématiques, et nous font prendre conscience que ce sont peut-être avant tout des questions de prospérité et de bien-être qui fondent la motivation de voguer vers d'autres rives.

Le dossier ici présent donne un éventail de la diversité des angles sous lesquels les deux thématiques sont et seront abordées jusqu'au printemps 2017 au travers de ces deux cycles de manifestations. Certains articles sont proposés par les sociétés membres responsables des différents événements, tandis que d'autres apportent une nouvelle perspective, ainsi par exemple l'article d'Andrea Ariu du programme *nccr - on the move* ou l'entretien réalisé par l'ASSH avec Adrian Gerber, chef du domaine Intégration au Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM).

Dossier

«Prospérité et bien-être» et «Migration et mobilité»

33

- 33** «Prospérité et bien-être» et «Migration et mobilité»
- 34** Migration et Prospérité – deux nouvelles séries
- 36** Wohlbefinden in der Schweiz
Franziska Ehrler, Felix Bühlmann
- 39** Wohlergehen und Wohlbefinden von Kindern und Jugendlichen in der Schweiz
Catrin Heite, Marion Pomey, Morad Salah, Franziska Schlattemeier
- 42** Architektur und Wohlfahrt. *Anja Buschow Oechslin*
- 44** Die Wohlfahrt fotografischer Objekte. *Nicole Peduzzi*
- 48** Migration in der Schweiz
- 50** Migration – des mythes à la réalité. *Andrea Ariu*
- 52** Politische Inklusion der Immigranten in der Schweiz: Defizite und Handlungsmöglichkeiten
Joachim Blatter
- 54** Migration und Soziale Arbeit: Handlungsbedarf und aktuelle Herausforderungen. *Thomas Geisen*
- 56** Liebe, Familie und Verwandtschaft in Zeiten der Migration. *Olivia Killias*
- 58** Musik und Migration: Singen gegen die Angst in der Dunkelheit. *Cristina Urchueguía*
- 60** Migration als Movens im Feld der Kunst: Inspiration, Kompetenzerwerb, Marketingstrategie
Regula Krähenbühl
- 63** Migration und Schweizer Identität:
Wie viel Fremdes hat Platz im Vertrauten?
Diana Ingenhoff

Migration et Prospérité – deux nouvelles séries

34

(fi) La première série de manifestations (mai 2015 – avril 2016) avait cherché à aborder l'identité nationale suisse sous un angle tour à tour historique, ethnologique, linguistique ou encore sociologique, en partant de la devise quelque peu provocatrice du pavillon suisse proposée par l'artiste Benjamin Vautier (Ben) lors de l'Exposition universelle de 1992 à Séville, «La Suisse n'existe pas». Puisqu'ils prolongent et diversifient la réflexion sur une Suisse aux multiples facettes, les deux nouveaux cycles s'insèrent également sous la bannière «La Suisse existe – La Suisse n'existe pas» et constituent la seconde «saison» de cette série.

«On est tous des étrangers»

A la devise «La Suisse n'existe pas» fait écho l'énoncé programmatique sous lequel est placée l'exposition permanente sur l'histoire de la Suisse au Musée national de Zurich: «Niemand war schon immer da» («on est tous des étrangers»). Il illustre le fait que la migration et la mobilité ne sont pas l'exception, mais la règle. Ceci vaut également pour la Suisse en tant que pays d'émigration et d'immigration. Ce n'est pas d'hier que la migration et la mobilité influencent à différents niveaux le pays, sa société, sa culture et son économie. La manifestation qui a inauguré la nouvelle série «Migration et mobilité», *Fremde Knochen in Schweizer Boden. Migration im Bild der Archäologie*, organisée à Bâle le 16 avril dernier par la société Archéologie suisse, l'a bien montré: l'événement nous a entre autres rappelé que le cacao de notre chocolat et les

pommes de terre de nos rösti, aliments phares de notre identité culinaire s'il en est, nous viennent d'outre-Atlantique et n'ont été introduits en Europe que tout dernièrement sur une vaste échelle temporelle. Il est donc intéressant de se demander si et comment les mouvements migratoires du passé, lointain comme récent, et du présent ont influencé et forgé le peuplement et l'aménagement du pays, le développement économique national et international, les institutions dans le domaine de l'éducation, du droit et de la politique, la culture et la manière de vivre, ainsi que le positionnement de la Suisse dans le monde.

A la recherche d'un «bien-être intérieur brut»?

Le second cycle d'événements proposé dans cette nouvelle «saison» de «La Suisse existe – La Suisse n'existe pas» porte lui aussi sur une facette de l'identité nationale, à savoir la question de la prospérité et du bien-être. Le produit intérieur brut (PIB) a été longtemps considéré comme le principal indicateur du bien-être, perçu à l'origine comme l'équivalent de la richesse matérielle. Le concept de qualité de vie, développé dans les années 1960 comme alternative à une notion quelque peu restrictive du bien-être, a fourni une nouvelle approche, beaucoup plus complexe, qui englobe tous les domaines importants de l'existence. L'exemple de l'indice du «bonheur intérieur brut», préconisé par le roi du Bhoutan au début des années 1970, est à cet égard particulièrement parlant. Si le PIB mesure la performance d'une économie nationale, la production

de biens et de services mis sur le marché, il ne dit en définitive pas grand-chose de la satisfaction des citoyens. Récemment les concepts de qualité de vie et de durabilité ont été relancés. La crise de 2008 a suscité en effet au niveau international le besoin de se munir d'autres indicateurs représentant plus fidèlement la vie des gens. Dans cet élan, le Conseil fédéral désire compléter le PIB par des indicateurs qui feront le lien entre le social, l'économie et l'écologie¹. Si la Suisse est un pays prospère, qu'en est-il du bien-être de ses citoyens? Mesurer la qualité de vie et le bien-être, qui est un concept pluridimensionnel, n'est pas chose aisée. Au rang des aspects clés à considérer, citons le niveau de vie matériel, la santé, l'éducation, les activités personnelles, y compris le travail, la participation à la vie politique, les relations sociales, l'environnement ou encore la sécurité physique et économique. Autant dire que cette vaste problématique avait de quoi rencontrer un bel écho auprès des sociétés membres de l'ASSH.

Un large spectre des sciences humaines et sociales

Ce sont donc deux thématiques à la fois particulièrement prégnantes dans le contexte actuel, et suffisamment larges pour que l'ensemble des sociétés membres puissent prendre part au débat, qui ont été proposées par l'ASSH

pour cette deuxième saison. En répondant favorablement à l'appel, les sociétés membres ont montré que chaque domaine du large spectre des sciences humaines et sociales peut contribuer à la réflexion sur des thèmes d'actualité en y apportant la singularité de ses points de vue. Au total, ce ne sont pas moins de 27 manifestations qui auront lieu à travers la Suisse, organisées par une vingtaine de sociétés membres. Le programme complet des deux nouveaux cycles se trouve sous: <http://www.lasuissexistepas.ch>

¹ Voir notamment «ValeurS: prospérité et qualité de vie», Magazine d'information de l'Office fédéral de la statistique OFS, N° 1/2011.

Wohlbefinden in der Schweiz

Franziska Ehrler, Felix Bühlmann

36

Wenn internationale Ranglisten zu Lebensqualität und Wohlbefinden veröffentlicht werden, steht die Schweiz meistens sehr weit oben. Sie führt zusammen mit den skandinavischen Ländern die Listen an in Bezug auf die allgemeine Lebenszufriedenheit. Doch wie steht es mit der Lebensqualität in zentralen Bereichen unseres Lebens – im Gesundheitsbereich, im Beruf, in der Familie, in der Freizeit? Welche sozialen Gruppen geniessen ein besonders hohes Wohlbefinden, welche leiden unter einer beeinträchtigten Lebensqualität?

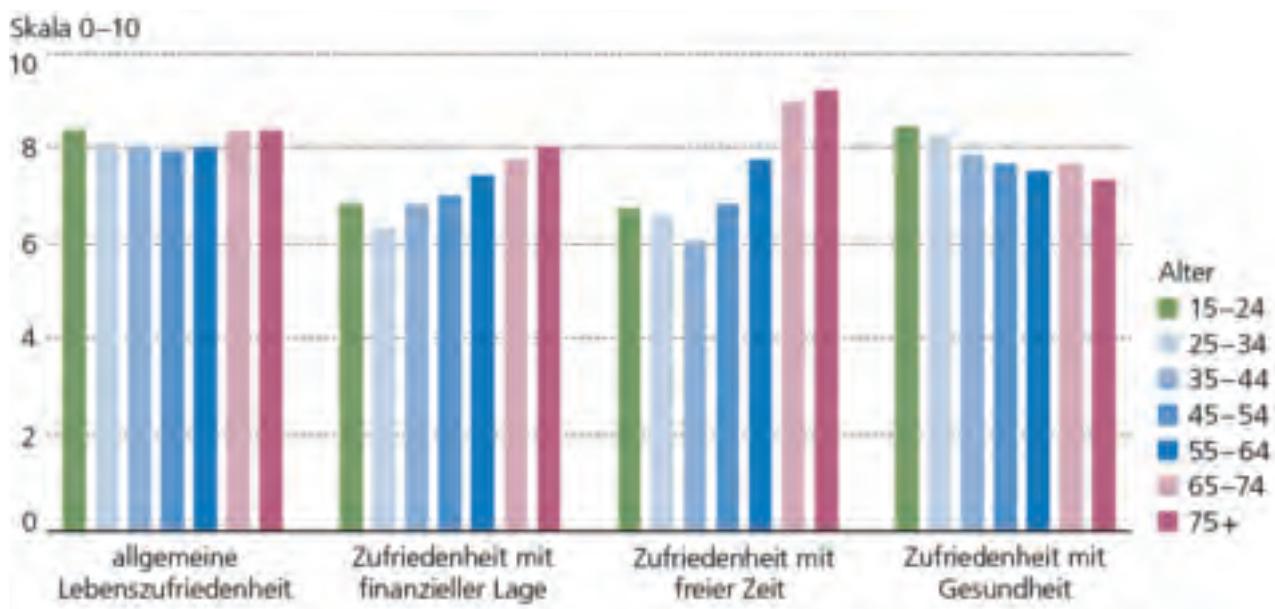
Zur Beantwortung dieser Fragen analysiert der diesen Herbst erscheinende «Sozialbericht 2016» neben den objektiven Lebensbedingungen auch deren subjektive Wahrnehmung und Empfindung. Die Beurteilung der objektiven Rahmenbedingungen – die Qualität des Bil-

dungssystems, die Ausgestaltung des Arbeitsmarktes oder die politischen Teilhabemöglichkeiten – haben schon eine längere Tradition. Die Berücksichtigung subjektiver Befindlichkeiten ist jüngeren Datums, nicht zuletzt weil das individuelle Wohlbefinden vielschichtig und nicht einfach zu erfassen ist.

Zufriedenheit, Glück und ein erfülltes Leben

Unser Wohlbefinden gründet erstens auf einer rationalen Einschätzung unserer Lebenssituation: Wie zufrieden sind wir mit unserem Leben, unserer finanziellen, sozialen und persönlichen Situation? Zweitens sind unsere positiven und negativen Emotionen wie Freude, Glück, Ärger und Trauer wesentlicher Ausdruck unseres Wohlbefindens. Und schliesslich ist da noch die Frage nach Sinn und Wert, den wir unserem Leben zuschreiben: Er-

Abb. 1: Zufriedenheit der Altersgruppen (Mittelwerte, 2014)



achten wir unser Leben als sinnvoll, nützlich, erfüllt und selbstbestimmt?

Wird die Schweizer Bevölkerung nach ihrer allgemeinen Lebenszufriedenheit gefragt, situiert sie sich im Durchschnitt auf einem Wert von acht auf einer Skala von 0 bis 10. Dieser Wert ist auch im europäischen Vergleich hoch und weist über die letzten Jahre keine grösseren Schwankungen auf. Auch in emotionaler Hinsicht überwiegen positive Gefühle: Herr und Frau Schweizer erleben im Durchschnitt rund sieben Mal pro Woche Freude, drei Mal pro Woche machen sie sich Sorgen und ebenfalls drei Mal sind sie traurig. Und die überwiegende Mehrheit empfindet ihr Leben als sinnvoll und nützlich und hat das Gefühl, selbst über ihr Leben bestimmen zu können. Allerdings ist immerhin eine von zehn Personen unsicher, was den Sinn ihres Lebens betrifft, und äussert Zweifel an der eigenen Selbstbestimmung. Im europäischen Vergleich betrachtet ist das aber ein tiefer Wert. Generell ist das Wohlbefinden in der Schweiz also auch mit dieser differenzierten Betrachtungsweise hoch.

Gesundheit, Reichtum oder Muse?

Die Schweizer Bevölkerung ist mit ihren sozialen Beziehungen am zufriedensten. Dicht darauf folgen Gesundheit und Freizeit. Am ehesten Quelle von Unzufriedenheit ist die finanzielle Situation. Diese Unterschiede sind zwar über die Zeit erstaunlich stabil, variieren jedoch stark nach Geschlecht, Alter, Bildungsniveau oder Einkommen der Befragten. So erhöht sich die Zufriedenheit mit der finanziellen Lage mit zunehmendem Alter, während die Zufriedenheit mit der Gesundheit abnimmt. Trotzdem bezeichnet in der Schweiz immer noch eine überwiegende Mehrheit aller Personen über 60 Jahre ihren Gesundheitszustand als gut. Deutlich weniger alte Menschen als in Deutschland, Frankreich oder Spanien nehmen hierzulande ihre Gesundheit als schlecht wahr. Die mittleren Generationen müssen typischerweise berufliche Ziele und Kinder unter einen Hut bringen und sind deshalb insbesondere mit der fehlenden Freizeit unzufrieden. Jüngere

und insbesondere ältere SchweizerInnen sind mit ihrer freien Zeit dagegen sehr zufrieden.

Individuum und Gesellschaft

Auch wenn die allgemeine Lebenszufriedenheit für alle Altersgruppen etwa gleich hoch ist, zeigt das Beispiel, dass es je nach Lebensbereich grosse Zufriedenheitsunterschiede in der schweizerischen Bevölkerung gibt. Neben dem Wohlbefinden der Individuen ist aber auch dem Funktionieren der Gesellschaft und der gesellschaftlichen Solidarität Rechnung zu tragen. Idealerweise ergänzen sich in einer ausgewogenen Sozialberichterstattung die individualistische und die gesamtgesellschaftliche Sicht.

Zu den Autoren

Felix Bühlmann



Prof. Dr. Felix Bühlmann ist Assistenzprofessor für Lebenslaufsoziologie an der Universität Lausanne. Er erforscht politische, wirtschaftliche und akademische Eliten und interessiert sich für biographische Prozesse der Prekarisierung. Er ist Mitglied des NCCR LIVES, des Centre de recherche sur les parcours de vie et les inégalités (LINES) und des Observatoire des élites suisses (OBELIS) an der Universität Lausanne.

Franziska Ehrler



Franziska Ehrler ist Redaktorin des Sozialberichts am Schweizer Kompetenzzentrum Sozialwissenschaften FORS. Davor Leiterin des Fachbereichs Grundlagen bei der Schweizerischen Konferenz für Sozialhilfe SKOS. Sie arbeitet zu den Themen Wohlbefinden, soziale Indikatoren, Armut und Sozialpolitik.

Weitere Informationen

Veranstaltung zum Thema

3. November 2016, 17.30 Uhr, Université de Neuchâtel

Le bien-être, une richesse de la Suisse?

Wie misst man das subjektive Wohlbefinden in einer Gesellschaft?

Was sagen uns subjektive Einschätzungen und in welcher Beziehung stehen sie zu objektiven Kriterien? Diese Fragen sind keineswegs neu, die Antworten darauf aber erst teilweise gefunden.

Weitere Informationen: <http://www.lasuissexistepas.ch>

Vorschau für Sozialbericht



Umfassend mit der Thematik des Wohlbefindens als Querschnittsthematik in der Sozialberichterstattung, setzt sich der Sozialbericht 2016 aus einander, der im Oktober 2016 publiziert wird.
Franziska Ehrler, Felix Bühlmann, Peter Farago, François Höpflinger, Dominique Joye, Pasqualina Perrig-Chiello, Christian Suter (Hrsg.). Sozialbericht 2016: Wohlbefinden. Zürich: Seismoverlag.

ISBN 978-3-03777-170-9

Der Sozialbericht erscheint in Deutsch, Französisch und Englisch und ist im Buchhandel erhältlich.

Wohlergehen und Wohlbefinden von Kindern und Jugendlichen in der Schweiz

Catrin Heite, Marion Pomey, Morad Salah,
Franziska Schlattmeier

Selbst entscheiden können, was man tut oder nicht, ist eine wichtige Voraussetzung für ein gutes Leben. Ein solches Leben zu ermöglichen, ist Aufgabe der Sozialen Arbeit. Dabei geht sowohl um subjektives als auch um objektives Wohlergehen. Die internationale Forschung zum Wohlergehen und Wohlbefinden von Kindern und Jugendlichen stützt sich unter anderem auf Indikatoren-Modelle. Dabei ist zu beachten, dass nationalstaatliche Kontexte das Wohlergehen und Wohlbefinden von Kindern und Jugendlichen stark beeinflussen, aber auch die Sicht der Kinder ist relevant.

Soziale Arbeit und Wohlfahrt

Soziale Arbeit ist ein zentraler Akteur in wohlfahrtsstaatlichen Arrangements und bietet als Wohlfahrtsproduzentin systematische Unterstützungen in personal krisenhaften und sozial problematisch erscheinenden Lebenssituationen. Dabei zielt sie gerechtigkeitsorientiert auf die Verbesserung der Möglichkeiten der Adressaten, ein gutes Leben zu leben. Die Aufgabe öffentlicher Institutionen wie der Sozialen Arbeit besteht darin, jedem Bürger ein solches gutes Leben zu ermöglichen. Der gerechtigkeitstheoretische Capabilities-Approach stellt hierfür einen normativen Referenzrahmen zur Verfügung. Er wird herangezogen, um Gerechtigkeit als Leitmotiv der Sozialen Arbeit zu begründen und um das Forschungsinteresse an menschlichem Wohlergehen zu bearbeiten. Neben materiellen Gütern und sozialen Teilhabechancen wird auch das Wohlergehen und -befinden von Menschen thematisiert.

Wohlfahrt, Wohlbefinden und Wohlergehen von Kindern und Jugendlichen

Wohlergehen kann beschrieben werden als sozial wertgeschätzte Praktiken, die durch Kultur und umweltbedingte Umstände das tägliche Leben gestalten und entsprechende Erfahrungen ermöglichen (Weisner 2014: 90). Diese Bestimmung beinhaltet sowohl die Ressourcen und Unterstützung, die man für diese Tätigkeiten braucht, als

39
auch das subjektive Erleben. Entlang eines so verstandenen Konzeptes von Wohlbefinden kann gefragt werden, wie Kinder und Jugendliche selbst dies verstehen. Es geht also um subjektives und objektives Wohlergehen. Denn problematisch an rein subjektiven Konzeptionen von Wohlbefinden ist, dass die informationelle Basis der daraus folgenden Gerechtigkeitsurteile allein in individuellen und situativen Bewertungsmassstäben und Vorlieben besteht. Diese sind im Sinne Bourdieu immer auch Ausdruck der konkreten lebenspraktischen Anpassung der Betroffenen an ihre eigenen Lebensbedingungen. Die Massstäbe zur Bewertung sind mithin stets durch soziale Privilegien und Deprivilegierung geprägt und maskieren auf diese Weise Ungerechtigkeiten und Ungleichheiten sowie die objektiven Möglichkeiten zur Lebensgestaltung, Chancenstrukturen und gesellschaftlichen Positionierungen. Zugleich ist diese subjektive Perspektive relevant und ein zentrales Forschungsdesiderat. So stützt sich die internationale Forschung zum Wohlergehen und Wohlbefinden von Kindern und Jugendlichen einerseits auf Indikatoren-Modelle, andererseits wird das Konstrukt von Well-being anhand der Perspektive von Kindern und Jugendlichen empirisch rekonstruiert.

Empirische Hinweise

Aktuell werden das quantitativ ausgerichtete «Children's Worlds» Projekt und die daran qualitativ anlehrende «Multinational Qualitative Study of Children's Well-being» realisiert, bei der weltweit in über zwanzig Ländern Studien durchgeführt werden. Um differenzierte Erkenntnisse über die subjektiven Komponenten von Well-being zu generieren, wird mit Hilfe des qualitativen Paradigmas eine Rekonstruktion von Well-being aus der Sichtweise von Kindern und Jugendlichen erarbeitet (Bradshaw et al. 2013). Diese Rekonstruktion soll neue Erkenntnisse auch ausserhalb der bereits in den Indikatoren-Modellen gefassten Dimensionen ermöglichen (Fattore et al. 2007). Dabei muss forscherisch stets mitbedacht und reflektiert werden, dass nationalstaatliche Kontexte

40

das Wohlergehen und Wohlbefinden von Kindern und Jugendlichen stark beeinflussen. Diese Unterschiede, die sich auch in der politischen und rechtlichen Ausgestaltung des Lebensalltags von Kindern und Jugendlichen manifestieren, haben einen grossen Einfluss auf das Wohlergehen und Wohlbefinden von Kindern und Jugendlichen und müssen deshalb angemessen in den Blick genommen werden.

Offene Fragen und Forschungsbedarf

Wie diese internationalen Studien zeigen, stellt das Wohlergehen und Wohlbefinden von Kindern in der aktuellen Kindheitsforschung ein expandierendes Forschungsfeld dar. In der Schweiz lässt sich hier jedoch eine Forschungslücke konstatieren – diesbezügliche Untersuchungen fehlen bislang. Für den französischsprachigen Teil der Schweiz führen Daniel Stöcklin und Andrea Lutz derzeit eine quantitative Studie zu kindlichem Wohlbefinden durch. Studentische Forschungsprojekte aus einem Lehrforschungsseminar an der Universität Zürich geben erste empirische Hinweise auf die Mikroperspektive im Sinne der Sicht der Kinder auf ihr Wohlbefinden. Diese Sicht der Kinder ist entscheidend, um beispielsweise Armutssphänomene, das Erleben von Migrationsprozessen, die Relevanz von Sport und Freizeit sowie das Erleben von Diskriminierung und Ausgrenzung aus Sicht der Kinder angemessener beschreiben und Angebote für Kinder sowie die Kinderpolitik verbessern und verändern zu können. Dafür sind empirische Hinweise hinsichtlich des kindlichen Erlebens von Beziehungen zu Personen im Umfeld der Kinder, von institutionellen Kontexten wie Familie, Schule und ausserschulischen Institutionen, von Freizeitangeboten sowie die empirische subjektive Sicht der Kinder auf Freiheit und Gestaltungsfreiraum relevant. Mit dem skizzierten Capabilities-Ansatz als theoretische Perspektive auf Wohlergehen und Wohlbefinden lässt sich sowohl das subjektive Erleben der Akteure erfassen als auch deren materielle Ausstattung, soziale Positioniertheit und Bedingungen, unter denen sie ihr Leben gestal-

ten. So wird differenziert zwischen dem öffentlich zu gewährleistenden guten Leben und dem individuell als gut empfundenen Leben. Öffentliche Wohlfahrtsproduktion zielt nicht lediglich auf das subjektiv als solches beschriebene gute Leben, sondern auf das für alle Menschen gute Leben. Es geht also um die Verflechtungen von gesellschaftlichen und sozialpolitischen Arrangements, Infrastrukturen, Ausstattung mit sozialen, kulturellen, politischen, ökonomischen Rechten sowie personale Faktoren wie unter anderem körperliche Konstitution und Alter, und eine solche Perspektivierung der Untersuchung kindlichen Wohlergehens verspricht eine substanzelle Bearbeitung des dargelegten Forschungsdesiderates zu kindlichem Wohlergehen in der Schweiz.

Weitere Informationen

Eine ungekürzte Version dieses Artikels finden Sie auf:
www.sagw.ch/bulletin

Veranstaltung zum Thema

9. Mai 2017, 18.30 Uhr, Zürich
Wohlergehen und Wohlbefinden von Kindern und Jugendlichen
in der Schweiz

Ziel der geplanten Veranstaltung ist es, das Thema Wohlfahrt aus der Perspektive der Sozialen Arbeit sowohl theoretisch als auch empirisch zu diskutieren. Zentral ist die Frage, wie sich Wohlergehen im Sinne von Wohlfahrtsproduktion für Kinder und Jugendliche theoretisch formulieren lässt. Weiter wird erörtert, auf welche Weise sie sich empirisch materialisiert und wie zwischen Wohlergehen und Wohlbefinden zu differenzieren ist.

Weitere Informationen: <http://www.lasuissexistepas.ch>

Literaturhinweise zu diesem Artikel finden Sie unter:
www.sagw.ch/bulletin

Zu den AutorInnen

Catrin Heite



Prof. Dr. Catrin Heite (1974, ein Kind: Melis, geb. 2013) ist seit 2012 Extraordinaria für Erziehungswissenschaft mit dem Schwerpunkt Sozialpädagogik an der Universität Zürich. Ihre Arbeitsschwerpunkte liegen im Bereich der Theorie und Geschichte der Sozialpädagogik, sozialpädagogischer Professionalität, gesellschaftlicher Transformationsprozesse und sozialer Ungleichheit. Sie ist Mitherausgeberin der Zeitschrift *soziale passagen – Journal für Empirie und Theorie Sozialer Arbeit* sowie zahlreicher Sammelbände.

Morad Salah



Morad Salah (1990) studiert Erziehungswissenschaft mit dem Schwerpunkt Sozialpädagogik und Recht im Master an der Universität Zürich. Seit Januar 2016 ist er Hilfsassistent bei Prof. Dr. Catrin Heite. Seine Arbeitsschwerpunkte liegen in den Bereichen von Child Well-being und Sport als pädagogisches Handlungsfeld.

Franziska Schlattmeier



Franziska Schlattmeier (1984, ein Kind: Emilia, geb. 2013) hat 2015 ihren Master in Erziehungswissenschaft mit dem Schwerpunkt Sozialpädagogik an der Universität Zürich absolviert und ist dort ab Juli 2016 wissenschaftliche Assistentin bei Prof. Dr. Catrin Heite. Ihre Arbeitsschwerpunkte liegen im Bereich der (frühen) Kindheitsforschung, Child Well-being und Professionsforschung.

Marion Pomey



Dr. des. Marion Pomey (1979) war von 2009 bis 2015 wissenschaftliche Assistentin und ist seit Dezember 2015 wissenschaftliche Oberassistentin mit dem Schwerpunkt Sozialpädagogik am Institut für Erziehungswissenschaft an der Universität Zürich. Ihre Arbeitsschwerpunkte liegen im Bereich der Theorie und Geschichte der Sozialpädagogik, der Kindheitsforschung sowie der Methoden rekonstruktiver Sozialforschung. Sie ist Mitglied des Vorstands der Schweizerischen Gesellschaft für Soziale Arbeit (SGSA).

Architektur und Wohlfahrt

Anja Buschow Oechslin

42

«Onde il miglior lusso è quello delle fabbriche, le quali, se sono magnifice e belle, sono un contrassegno infallibile d'una Nazione opulenta. Le vecchie grandiosità mostrano la dovizia de' tempi passati; le recenti la forza e la felicità attuale del Popolo. Chi vuol conoscere la miseria d'una nazione, dia una occhiata ai suoi edificj.»

Francesco Milizia, Principj Di Architettura Civile. Tomo Terzo. Finale, Jacopo De'Rossi, 1781, S. 421

An der Pracht der Gebäude, an geraden und sauberem Strassen mit schönen Fassaden, an geordneten Stadtgrundrissen und einer «guten Policey» misst sich seit jeher der Wohlstand einer Stadt und eines Landes. Schon der antike Architekturschriftsteller Vitruv hat im Vorwort zum ersten Buch seines «De Architectura Libri Decem» Kaiser Augustus insbesondere auch wegen dessen Errichtung zahlreicher öffentlicher Prachtbauten gelobt. Und der Satz «Roma quanta fuit ipsa ruina docet/Was Rom einst war, lehren uns heute noch seine Ruinen» bürgt seit dem frühen 16. Jahrhundert für die Grösse der antiken Stadt. Leon Battista Alberti stilisierte die Architekten in seinem «De re aedificatoria» (1452) gar zu Wohltätern der ganzen Gesellschaft, denen nicht nur die diversen Gebäude, sondern auch Strassen, Brücken, Befestigungswerke, Trockenlegungen von Sümpfen, Durchbrüche durch Felsen und zahlreiche Maschinen zum Nutzen der Menschen zu verdanken sind.

Wirtschaftsentwicklung, Schönheit und Sicherheit
Als Motor der Wirtschaftsentwicklung war Bauen schon immer von Bedeutung. Dabei spielte aber auch das gute Haushalten, die Ökonomie, eine wichtige Rolle. Zu grosser Luxus, zu grosse und unnötige Ausgaben wie überdimensionierte Mausoleen waren schon in der Antike verpönt. Mit Ciceros Luxuskritik hat sich auch Francesco Milizia auseinandergesetzt und dessen republikanische Gesinnung dafür verantwortlich gemacht.



Kolorierter Kupferstich mit dem Grundriss des Plans der Alt- und Neustadt von Erlangen sowie sieben Randbildern mit Darstellungen von Bauten der Stadt nach dem Brand der Altstadt 1706 von Johann Baptist Homann aus dem Jahr 1721.

Die Errichtung öffentlicher Prachtgebäude, Schlösser und neuer Stadtanlagen war bis zum 19. Jahrhundert Aufgabe der Fürsten. Daneben gab es aber zahlreiche kleinere Massnahmen, durch welche die Schönheit einer Stadt verbessert werden konnte. Dies konnte durch die Anlage neuer Plätze und die Begradigung von Strassen geschehen, was im Zuge des sogenannten «Embellissement» vor allem im 18. Jahrhundert in Frankreich realisiert wurde. Eine andere Möglichkeit waren steuerliche Vergünstigungen und staatliche Zuschüsse, etwa für die Erneuerung von steinernen Häuserfassaden wie in Bern und anderswo. In der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts gerieten im Zuge der Aufwertung der Landwirtschaft als erster Quelle des Wohlstands einer Nation auch die landwirtschaftlichen Bauten in den Blick der Architekturtheoretiker, um den «ärmlichen Bauernhütten» ein Ende zu bereiten und um gesunde und vor allem feuersichere Gebäude für

Mensch und Tier zu errichten. Im 19. Jahrhundert sind es die grossen Bauten der Infrastruktur, Strassen, Brücken und schliesslich die Eisenbahn, welche die Distanz von Stadt und Land verringern und Gebiete für die neue Wirtschaftsquelle Tourismus erschliessen sollten.

Schattenseiten des Bauens

Auf die Tatsache, dass das Bauen zum Wohle der Nation durchaus auch seine Schattenseiten hat, hat Émile Zola verwiesen. In «Au bonheur des dames» von 1883 beschreibt er das durch die neuen prachtvollen Pariser Kaufhäuser verursachte «Lädelisterben». Und in seinem Roman «Rome» von 1896 gibt er eine drastische Darstellung der zahlreichen leerstehenden neuen Wohnbaugebiete, die nach der Einheit Italiens in der neuen Hauptstadt als Spekulationsbauten in den Gartenanlagen der verarmten adeligen Villenbesitzer errichtet worden sind. Heute sieht das nicht viel anders aus. Altbauten, durchaus auch schützenswerte, werden aus energetischen Gründen oder weil sie den heutigen räumlichen Bedürfnissen nicht mehr entsprechen, abgebrochen. Bessere Verkehrsverbindungen haben die Agglomerationen und die Zersiedelung mit sich gebracht. Der in den Städten und auf dem Land sichtbare «Bauluxus» ist sicherlich ein Zeichen des Wohlstandes der Nation. Ob diese Gebäude jedoch zur Schönheit der Städte beitragen, ist eine andere, heute offenbar weniger dringliche Frage.

Zur Autorin

Anja Buschow



Dr. Anja Buschow Oechslin hat Kunstgeschichte, Germanistik und Philosophie an der FU Berlin und an der Universität Bonn studiert. Von 1991 bis 2006 hat sie für die Kunstdenkmalerinventarisation des Kantons Schwyz gearbeitet: Bezirk Einsiedeln (mit Werner Oechslin), Bezirk Höfe. Seit 2007 ist sie für die wissenschaftliche Koordination der Stiftung Bibliothek Werner Oechslin verantwortlich.

Weitere Informationen

Veranstaltungen zum Thema

15. Oktober 2016, 11.00 Uhr

Bibliothek Werner Oechslin, 8840 Einsiedeln

«Die Stadt ein grosses Haus und das Haus eine kleine Stadt»:

Architektur und Ökonomie

22. Oktober 2016, 11.00 Uhr

Stiftung Bibliothek Werner Oechslin, 8840 Einsiedeln

Die Landbaukunst im Dienste der Hebung der allgemeinen Wohlfahrt

5. November 2016, 11.00 Uhr

Stiftung Bibliothek Werner Oechslin, 8840 Einsiedeln

Fritz Haller: Nachhaltiges Bauen für eine bessere Gesellschaft

An der Pracht der Gebäude, an geraden und sauberen Strassen mit schönen Fassaden, an geordneten Stadtgrundrissen und einer «guten Policey» misst sich seit jeher der Wohlstand einer Stadt. Und Bauen als Motor der Wirtschaftsentwicklung war schon immer von Bedeutung.

Weitere Informationen: <http://www.lasuissexistepas.ch>

Die Wohlfahrt fotografischer Objekte

Nicole Peduzzi

44

In der Nähe des unter Denkmalschutz stehenden Spalentors, das jahrhundertelang den Basler Bewohnern Schutz bot, als Zollstation diente, aber auch ein Wahrzeichen für den Wohlstand Basels war und ist, befindet sich das Bildarchiv der Schweizerischen Gesellschaft für Volkskunde. Die im Archiv aufbewahrten fotografischen Objekte sind zwar ein halbes Jahrtausend jünger als das prächtige Stadttor, wurden aber aufgrund ihrer kulturhistorischen Relevanz – ebenso wie das Spalente – als Kulturgüter eingestuft.

Die verschiedenen Abzüge, Negative, Diapositive, Ambrotypien, Daguerreotypien, Stereofotografien, Cartes-de-Visite, Kabinettkarten, Postkarten und Alben des Bildarchivs der Schweizerischen Gesellschaft für Volkskunde (SGV) dokumentieren visuelle Repräsentationen der verschiedenen «Schweizer» seit den Anfängen der Fotografie bis in die 1990er-Jahre.

Geschichte im Kontext

Die Themenkomplexe Fortschritt-Wachstum-Wohlfahrt und Rückständigkeit-Stagnation-Armut werden seit der Entwicklung der modernen schweizerischen Gesellschaft gerne in einem Atemzug genannt und haben sich auch in den Fotografien der SGV niedergeschlagen. Um zu verstehen, welche Vorstellungen von Wohlfahrt, Wohlbefinden oder Armut in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts in der Schweiz zum Ausdruck kommen, dürfen aber fotografische Objekte nicht ausschliesslich als historische Dokumente oder als visuelle Verzierung eines Textes betrachtet werden. Vielmehr sollte man sie als aktive Akteure im Leben der Menschen betrachten, die auf Menschen eine bestimmte Wirkung ausüben können und

sogar imstande sind das menschliche Handeln zu beeinflussen. Die Materialität spielt in diesem Zusammenhang eine tragende Rolle.

Als dreidimensionale Objekte sind sie Produkte menschlichen Handels, die als Antwort zu spezifischen Bedürfnissen in spezifischen Zeiten und Orten entstanden sind. Fotografische Objekte erlauben durch ihre spezifischen Erscheinungsformen eine differenzierte Erforschung der Wertvorstellungen und der Lebensweisen in den verschiedenen gesellschaftlichen und regionalen schweizerischen Kontexten.

Drehpunkt Fotoalbum

Gegen Ende des 19. Jahrhunderts verbreitete sich in bürgerlichen Familien die Tradition, Fotoalben mit eingesteckten Porträts (als Cartes-de-Visite und Kabinettkarte) für den Wohnzimmertisch bereitzustellen. Das Album wurde an Sonntagnachmittagen zum physischen Drehpunkt des sozialen Lebens. Mit Stolz wurde es den Besuchern gezeigt. Indem es durch den Salon von Hand zu Hand zirkulierte, getragen, durchgeblättert und weitergegeben wurde, fungierte es als Inspiration für eine Myriade von Erzählungen. Die Spuren dieser Handhabung und des sozialen Lebens sind noch heute deutlich zu sehen: Fingerabdrücke auf Fotografien, Kaffeeeflecken auf den Titelseiten, zerrissene Zwischenblätter, handgeschriebene Notizen auf Zetteln.

Dem rigiden Albumformat mit den fertigen Passepartout-Seiten, in dem Fotografien nur an einem bestimmten Ort platziert werden konnten, folgte Anfang des 20. Jahrhunderts ein flexibleres Format mit leeren Seiten für das Einkleben von privaten Schnapschüssen. Die Möglichkeit, eine individuelle, biografische Narrative mittels



Die 33 Fotoalben der Anfang des 20. Jahrhunderts nach Sumatra ausgewanderten Schaffhauser Familie Surbeck sind in Asien und in Europa entstanden. Auf diesem Foto befinden sie sich im grossen Praktikumssaal des Vesalianums der Universität Basel, wo 2014 die Rekonstruktion ihrer sozialen Biographie begonnen hat. Aufgrund ihres dynamischen Lebens und des starken Schimmelbefalls mussten sie im Atelier für Restaurierung Anklin & Assen einige Monate zu Gast sein. Danach wurden sie für die Digitalisierung ins Digital Humanities Lab der Universität Basel gebracht, bevor ihre wissenschaftliche Erschliessung im SGV-Fotoarchiv fortgeführt werden konnte.

46

selbst gemachter Bilder frei zu gestalten, wurde schnell sehr populär, blieb jedoch eher eine kulturelle Praxis in gut situierten Familien.

Bilder des Alltags

Im Archiv der Schweizerischen Gesellschaft für Volkskunde befinden sich zahlreiche Fotoalben aus der Zeit zwischen 1880 und 1940. Sie enthalten Abzüge, die von Schweizer Amateurfotografen, Reisenden oder Auslandschweizern mit verschiedenen fotografischen Verfahren produziert wurden. Es sind dies Objekte, die Narrative über familiäre Selbstdarstellungen, über soziale Errungenschaften, über koloniale Karrieren, über die Hintergründe der Auswanderung Anfang des 20. Jahrhunderts, über die Gestaltung der Freizeit oder über den Umgang mit der Fremde in sich bergen.

Es sind aber nicht nur die bewusst oder unbewusst konstruierten Bilder des Alltagslebens wohlhabender Menschen, die sich gerne in Szene setzen und stolz vor der Kamera posieren, oder aus den Bildern und ihren verschiedenen materiellen Erscheinungsformen rekonstruierten Narrative, die uns über den damaligen Wohlstand und das Wohlbefinden der Schweizer Bevölkerung berichten. Alben als materielle Objekte sind selbst in der Lage Wohlbefinden zu erzeugen: die Lust bei ihrer Gestaltung, der Genuss beim Betrachten des Gesamtwerkes und schliesslich die innere Befriedigung durch den persönlichen Besitz des Albums.

Von der Geschichte zur Gegenwart

Die Wirkung fotografischer Objekte ist nicht auf die Vergangenheit beschränkt. Durch ihre materielle Existenz geben sie weiterhin Anlass zu Begegnungen zwischen Menschen und Objekten. Sie sind ein integraler und aktiver Bestandteil des sinngebenden Beziehungsnetzes unserer Erfahrungswelt und sind aufs Engste mit ihrer Umwelt verwoben. Eine zentrale Aufgabe des Fotoarchivs besteht darin, diese Verwobenheit zu identifizieren, zu rekonstruieren und zu fördern und somit zur Wohlfahrt der ihr anvertrauten Objekte beizutragen.

Zur Autorin

Nicole Peduzzi

Dr. Nicole Peduzzi (1976) wuchs im italienischsprachigen Cama/GR auf, ist verheiratet und hat einen Sohn. Sie studierte Ethnologie, Neuere Allgemeine Geschichte und Vergleichende Religionswissenschaft an der Universität Basel und wurde am Sainsbury Research Unit, University of East Anglia (GB), promoviert (historische Fotografie und Ethnologie). Sie arbeitete in verschiedenen Fotoarchiven, u.a. im Fotoarchiv des Museums der Kulturen Basel, im Archiv der Mission 21 und im Fotoarchiv des Department of the Arts of Africa, Oceania and the Americas – The Metropolitan Museum of Art (NY). Seit 2012 ist sie Koordinatorin des Fotoprojekts der Schweizerischen Gesellschaft für Volkskunde, Basel.

Weitere Informationen

47**Veranstaltung zum Thema**

16. Mai 2017, 18.15 Uhr, Universität Basel,
Seminar für Kulturwissenschaft
Armut und Wohlfahrt – Ein Blick in die fotografischen Sammlungen der
Schweizerischen Gesellschaft für Volkskunde

Fortschritt, Wachstum und Wohlfahrt werden seit der Entwicklung der modernen schweizerischen Gesellschaft gerne in einem Atemzug genannt. Als Gegenbild dient die Verbindung von Rückständigkeit, Stagnation und Armut.

Weitere Informationen: <http://www.lasuissexistepas.ch>

Migration in der Schweiz

48

(bk) Adrian Gerber vom Staatssekretariat für Migration leitet seit sechs Jahren die Abteilung Integration. Wir wollten von ihm wissen, wie sich die Migration in der Schweiz entwickelt und wie die Integration von Migranten gelingen kann.

BEATRICE KÜBLI Hat die Schweiz im europäischen Durchschnitt viele Ein- bzw. Auswanderer?

ADRIAN GERBER Wie hoch der Anteil der Migration ist, hängt von der Beschaffenheit und Grösse eines Landes ab. Verglichen mit anderen europäischen Ländern hat die Schweiz als kleines und dichtbesiedeltes Land eine relativ

«Immigration erfolgt vor allem in urbane Gebiete.»

hohe Quote, nach Luxemburg die zweithöchste in Europa. Dazu ist zu sagen, dass Immigration vor allem in urbane Gebiete erfolgt. Verglichen mit anderen stark urbanisierten Gebieten in anderen europäischen Ländern nimmt sich der hohe Anteil an Migrantinnen und Migranten in der Schweiz weniger erstaunlich aus. Wir dürfen aber auch Fluss und Bestand nicht verwechseln. Zuwanderung bedeutet, dass Leute kommen und gehen: Manche bleiben, manche nicht. Ungefähr 150 000 Personen wandern jährlich in die Schweiz ein und etwas mehr als 70 000 wandern aus. Der Wanderungssaldo liegt bei rund 70 000 Personen. Entscheidend für die Auswirkungen der Migration auf die Gesellschaft sind auf lange Sicht diejenigen Migrantinnen und Migranten, die bleiben, wie ihre Integration in der Schweiz gelingt und wie sie zur Weiterentwicklung unserer Gesellschaft und Wirtschaft beitragen ...

BK Was sind das für Personen, die in die Schweiz einwandern?

AG Es gibt grundsätzlich drei Gründe, warum jemand zuwandert: Die meisten kommen in die Schweiz, um hier

zu arbeiten. An zweiter Stelle steht die Liebe oder der Familiennachzug. Schliesslich kommen Personen in die Schweiz, die hier Schutz suchen und daher Asyl beantragen.

«Für die Asylmigration in die Schweiz ist die Migrationsroute über Italien wesentlich wichtiger als diejenige über den Balkan.»

BK Haben sich die Migrationsgründe in den letzten Jahren verändert?

AG Die Gründe sind dieselben geblieben, allerdings hat der Anteil der Asylsuchenden in den letzten zwei Jahren zugenommen. Es wurden über diesen Zeitraum rund 60 000 Asylgesuche gestellt, in denselben Jahren wurden über 25 000 Asylgewährungen oder vorläufige Aufnahmen ausgesprochen.

BK Ist die Syrienkrise der Grund dafür, dass mehr Personen in der Schweiz Zuflucht suchen?

AG Ja, aber nicht nur. Aufgrund der Fluchtmigration über die Balkanroute gab es eine Zunahme, doch war die Schweiz hier weniger stark betroffen als zum Beispiel Deutschland oder Schweden. Für die Asylmigration in die

«Flüchtlingen wird Asyl gewährt, wenn sie individuell in ihrem Land an Leib und Leben bedroht sind.»

Schweiz ist die Migrationsroute über Italien wesentlich wichtiger als diejenige über den Balkan.

BK Nach welchen Kriterien wird entschieden, ob Migrantinnen und Migranten hierbleiben dürfen?

AG Hier muss man unterscheiden, ob Personen zur Ausbildung, zum Erwerb oder im Familiennachzug aus dem EU/EFTA-Raum oder aus Drittstaaten zuwandern. Bei Personen, die um Asyl nachsuchen, handelt es sich um einen mehrstufigen Prozess: Zunächst wird abgeklärt, ob gemäss Dublin-Übereinkommen andere europäische Länder zuständig sind, in denen die Flüchtlinge zuerst eingereist sind. Ist dies nicht der Fall, beginnt das Verfahren in der Schweiz. Flüchtlingen wird Asyl gewährt, wenn sie individuell in ihrem Land an Leib und Leben bedroht sind. Allerdings ist das nicht immer so einfach. Familien, die

«Die Zustimmung zu restriktiveren Vorlagen hat in der letzten Zeit zugenommen.»

nicht individuell verfolgt sind, erhalten in der Regel kein Asyl. Wegen Kriegen und Konflikten können sie jedoch nicht in ihr Land zurück. In solchen Fällen werden sie häufig vorläufig aufgenommen und erhalten einen Ausweis F. In der Praxis ist es jedoch so, dass die Situation im Herkunftsland sich über Jahre nicht verbessert. Die meisten vorläufig Aufgenommenen bleiben daher längerfristig in der Schweiz, und viele von ihnen erhalten nach mehreren Jahren eine Aufenthaltsbewilligung.

BK Ist die Schweiz fremdenfeindlicher geworden?

AG In der direktdemokratischen Schweiz lässt sich der migrationspolitische Puls ja konkret in Volksabstimmungen nehmen. Und hier lässt sich feststellen: Die Zustimmung zu restriktiveren Vorlagen hat in der letzten Zeit zugenommen. Es ist schwierig zu sagen, womit dies zu tun hat. Es scheint, dass dies nicht so sehr mit dem Ausländeranteil an der Wohnbevölkerung zusammenhängt, sondern mit der Veränderung durch hohe Zuwanderungsraten über mehrere Jahre. Ähnliches war ja in den Siebzigerjahren des letzten Jahrhunderts zu beobachten. Es fällt auch auf, dass die Zustimmung vor allem in Regionen hoch ist, in welchen der Anteil der Migrantinnen und Migranten verhältnismässig tief ist.

BK Wie erklären Sie sich diese Unterschiede?

AG Offenbar ist es nicht dasselbe, ob man selbst mit Migrantinnen und Migranten Kontakt hat oder ob man über sie im öffentlichen und medialen Diskurs spricht. Ich erinnere mich an eine Befragung von Jugendlichen vor einigen Jahren. Eine grosse Zahl der Befragten gab damals an, dass sie gute Freunde mit «albanischem»

Migrationshintergrund hätten. Auf die Frage, was sie von den «Albanern» halten, äusserten sich viele aber ablehnend. In diesen unterschiedlichen Antworten zeigt sich

«Offenbar ist es nicht dasselbe, ob man selbst mit Migrantinnen und Migranten Kontakt hat oder ob man über sie im öffentlichen und medialen Diskurs spricht.»

die Diskrepanz zwischen persönlichen Kontakten zu konkreten Menschen einerseits und den Vorstellungen und Vorurteilen gegenüber Gruppen und «Ethnien» andererseits.

BK Was braucht es, damit Migrantinnen und Migranten optimal in unsere Gesellschaft integriert werden?

AG Migrantinnen und Migranten brauchen, was alle Menschen brauchen: Anerkennung und chancengleichen Zugang zu den gesellschaftlichen Angeboten, also zu Wohnraum, zu Bildung, zu Arbeit, zum sozialen und kulturellen Leben oder zur Gesundheitsversorgung. Diese gesellschaftlichen Angebote müssen daher fit gemacht werden, um mit Vielfalt umzugehen. Teilweise sind spezielle Förderangebote sinnvoll und notwendig, damit die Integration noch besser gelingt: beispielsweise gezielte Informationen und Beratung oder Sprachförderung. Zentral ist letztlich aber die Eigenverantwortung der Migrantinnen und Migranten selbst. Gemäss Gesetz gilt jemand dann als integriert, wenn er oder sie sich verständigen und einbringen kann, also die Sprache spricht, wenn sie die Rechtsordnung beachtet und wenn er selbstständig für sich sorgen kann.

Besten Dank für das Interview!

Zum Interviewpartner

Adrian Gerber



Dr. Adrian Gerber (1968) leitet seit 2010 die Abteilung Integration, welche für die Umsetzung der integrationsrelevanten Bestimmungen der Bundesgesetzgebung und die Ausrichtung der Bundesbeiträge für die Integrationsförderung zuständig ist. Er hat mehrere Jahre im Ausland gelebt und über ein Thema der japanischen Geschichte promoviert.

Migration – des mythes à la réalité

Andrea Ariu

50

Combien d'immigrés y a-t-il en Suisse? Pourquoi ont-ils décidé de venir ici? Quel est leur impact sur notre économie? Ces trois questions représentent une source d'inquiétude pour une partie de la population. Ces angoisses sont-elles vraiment justifiées? Dans cet article, je prends en considération ces idées, tout en les confrontant aux statistiques et aux études scientifiques sur la question, afin de comprendre si et dans quelle mesure l'immigration peut représenter un véritable péril pour les Suisses.

La première source de malentendu concernant la migration est liée à l'ampleur du phénomène. En effet, une enquête réalisée par IPSOS Mori¹ a montré que les populations ont dans l'ensemble une perception faussée du nombre d'immigrés présents dans leur pays. Par exemple, les Italiens pensent en moyenne que l'immigration atteint 30% de la population quand, en réalité, elle n'atteint que 7%. Au Canada, pays où le pourcentage d'immigrés est assez important, on pense qu'il atteint 35%, tandis qu'en réalité il correspond à 21% de la population.

En Suisse, il n'existe pas d'étude équivalente, mais la peur de l'immigration constitue un des problèmes principaux pour la population helvétique. Elle arrive en seconde place des préoccupations des Suisses, juste derrière le chômage, et devant les problèmes liés à la santé et à la retraite.²

Si les immigrés, en Suisse, représentent environ 28% de la population, il s'agit d'un phénomène qui est loin d'être exceptionnel. De plus, la Suisse est un pays où les immigrés, ayant un niveau d'éducation assez haut, contribuent activement à l'économie locale. Quelle est donc la cause de cette mauvaise perception de la part de la popu-

lation? Elle s'explique d'une part par la difficulté qu'éprouvent les institutions à véhiculer les bonnes informations et d'autre part par l'influence des médias sur certains citoyens peu informés.

Raisons pour changer de pays

Pourquoi certaines personnes décident-elles de changer de vie? La motivation principale est d'ordre économique. En effet, les immigrés recherchent une vie meilleure, à savoir un emploi ou, plus souvent, un salaire plus élevé. Cependant, la qualité des institutions, les réunifications familiales et les politiques migratoires jouent également un rôle important dans l'ampleur et la structure des flux d'immigration. Un dénominateur commun entre la plupart des migrants est le fait que ce sont généralement les meilleures têtes qui décident de bouger. On peut donc parler d'une sélection positive des migrants. Les personnes qui arrivent sont souvent très motivées et elles donnent tout pour réussir dans le nouveau pays. Cela fait partie des raisons qui poussent les entreprises à engager de plus en plus d'immigrés. Par exemple, Mark Zuckerberg, fondateur de Facebook, a créé avec d'autres chefs d'entreprise une association pour faire pression sur le gouvernement américain, afin de le convaincre d'adopter une approche plus libérale concernant l'immigration, surtout pour les immigrés hautement qualifiés. Selon ces chefs d'entreprise, la possibilité d'attirer facilement les talents est une condition nécessaire pour garantir des entreprises innovatrices et performantes. Plus généralement, plusieurs études scientifiques ont permis d'établir un lien positif entre la productivité de l'entreprise et la diversité de la force de travail en termes de nationalité. Enfin, certaines

¹ [https://www.ipsos-mori.com/researchpublications/researcharchive/3466/Perceptions-are-not-reality-Things-the-world-gets-wrong.aspx#gallery\[m\]/1/](https://www.ipsos-mori.com/researchpublications/researcharchive/3466/Perceptions-are-not-reality-Things-the-world-gets-wrong.aspx#gallery[m]/1/)

² http://www.swissinfo.ch/eng/worry-barometer_swiss-are-wary-of-unemployment-and-immigrants/41147772

études scientifiques montrent que la contribution nette des immigrés dans les finances publiques est positive, ce qui veut dire que le montant des prestations sociales directes qui leur sont allouées est inférieur à la somme des contributions qu'ils apportent à l'Etat.

Les immigrés et le travail: une menace pour les Suisses?

Les immigrés volent-ils le travail des Suisses? En Suisse, la grande majorité des immigrés disposent d'un haut niveau d'éducation. Il s'agit donc généralement de personnes qui avaient déjà un travail dans leur pays et qui arrivent ici pour bénéficier de meilleures conditions de travail et de salaires plus élevés. De plus, les immigrés se spécialisent souvent dans des domaines où il y a une pénurie de main d'œuvre locale. En effet, les immigrés disposent de compétences ou de qualifications différentes de celles des Suisses et ils ont donc tendance à se spécialiser dans des tâches différentes. Par exemple, les natifs tendent à se concentrer sur des occupations où la communication verbale est cruciale, tandis que les migrants se consacrent plutôt à des tâches plus techniques. Les compétences des immigrés seraient donc généralement plutôt complémentaires aux compétences des natifs.

En ce qui concerne le salaire, la plupart des études scientifiques montrent que l'immigration ne cause pas de baisse des salaires. Seule une minorité d'études a relevé de faibles effets négatifs sur ces salaires, mais seulement dans certains cas où l'immigration a été massive et particulièrement concentrée au niveau géographique et temporel. Il s'avère donc que l'immigration ne pourrait avoir d'impact réellement négatif qu'en cas d'«invasion» rapide et concentrée – ce qui n'est pas le cas en Suisse, même si l'on prend en considération les réfugiés.

L'auteur

Andrea Ariu



Andrea Ariu est post-doc à la Geneva School of Economics and Management où il travaille dans le domaine de la migration et du commerce international. Il a obtenu son Doctorat en économie à l'Université Catholique de Louvain (Belgique) et il a enseigné à l'Université de Georgetown (Etats-Unis).

Plus d'informations

Colloque au même sujet

14 novembre 2016, 18 h 30, Neuchâtel, Librairie Le Cabinet d'Amateur, Escalier du Château 2
Migration: des mythes à la réalité

Pour de plus amples informations:
<http://www.lasuissexistepas.ch/>

Politische Inklusion der Immigranten in der Schweiz: Defizite und Handlungsmöglichkeiten

Joachim Blatter

52

Die Schweiz bildete nicht nur bei der Einführung des Frauenstimmrechts das Schlusslicht unter den westlichen Demokratien, sondern sie landet auch bei der politischen Inklusion von Immigrantinnen und Immigranten ganz weit hinten. Dies ist das Ergebnis eines systematischen Vergleichs, der an der Universität Luzern mit Hilfe des sog. Immigrant Inclusion Index (IMIX) durchgeführt wurde. Zwei Studierende entwickelten diesen Index zusammen mit dem Autor dieser Zeilen und evaluierten damit dann 21 europäische Länder, inklusive der Schweiz.

Basierend auf einem aus normativen Demokratietheorien abgeleiteten Massstab wurde ein konkretes Instrument entwickelt, das die politische In- bzw. Exklusivität von nationalen Demokratien gegenüber Immigranten in zweierlei Hinsicht misst: Zum einen werden die Gesetze der Länder analysiert und dadurch festgelegt, wie inklusiv das Land *de jure* ist. Zum anderen werden Köpfe gezählt und berechnet, wie viele der Immigranten, die eigentlich inkludiert werden müssten, *de facto* inkludiert sind. Dar-

über hinaus berücksichtigt der IMIX beide Möglichkeiten, wie Demokratien Immigranten inkludieren können: durch die Einbürgerung oder durch die Einführung eines Ausländerstimmrechtes (angemessener wäre der Begriff «Bewohnerstimmrecht»).

Hohe Exklusivität der Schweiz

Insgesamt ergab sich folgendes Bild: Auch in den bestentwickelten Demokratien in Europa sind wir von einem universellen Wahlrecht noch weit entfernt. Vielen Immigranten, und damit einem erheblichen Teil der erwachsenen Wohnbevölkerung, wird bis heute das Stimm- und Wahlrecht verwehrt. Es gibt zwischen den Ländern aber deutliche Unterschiede: Skandinavische Länder sowie Belgien und die Niederlande sind besonders inklusiv, und u.a. die deutschsprachigen Länder, insbesondere auch die Schweiz, erweisen sich als besonders exklusiv. Die Tatsache, dass die Schweiz auch bei der Vermessung seiner *De jure*-Inklusivität sehr schlecht abschneidet, macht deutlich, dass die hohe Exklusivität der Schweiz nicht nur

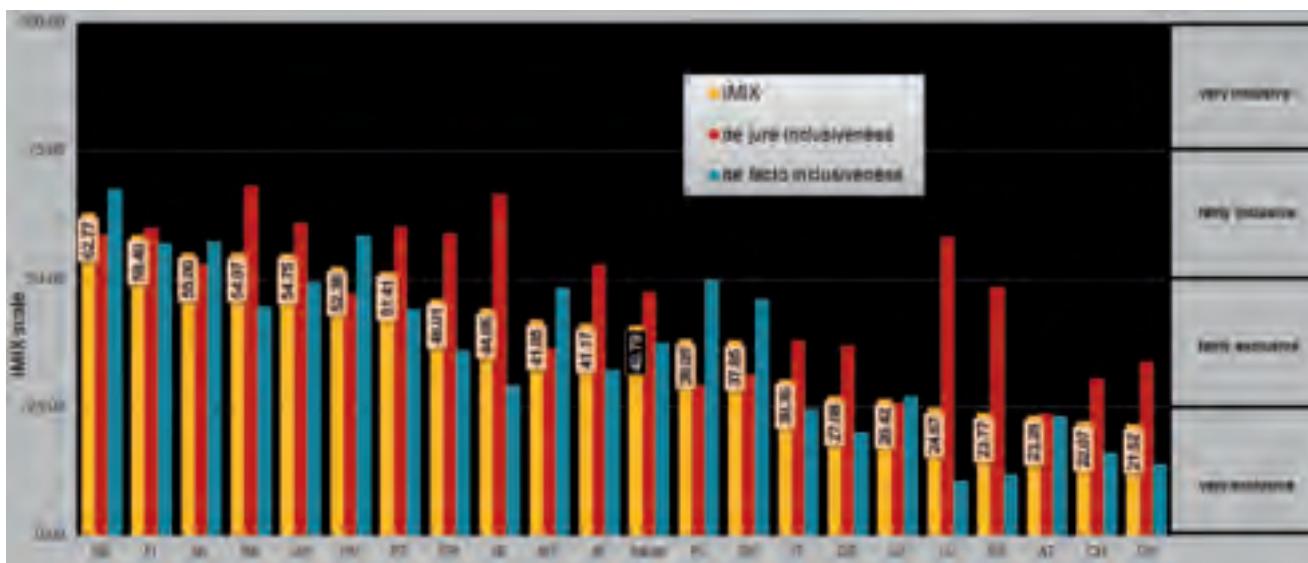


Abb. 1: Die Inklusivität europäischer Nationalstaaten in Bezug auf Immigranten

damit zusammenhängt, dass sie viele Immigranten anzieht, sondern auch damit, dass sie Einwanderer nicht oder nur sehr zögerlich inkludiert bzw. inkludieren will. Die Chancen dafür, dass dieses fundamentale Demokratiedefizit der Schweiz reduziert wird, stehen schlecht. Weder im Parlament noch bei den Bürgern gibt es derzeit eine Bereitschaft dazu. Dies zeigt sich bei der jüngsten Reform des Bürgerrechtes, bei der das Parlament die extrem restriktiven Bedingungen für eine Einbürgerung primär verschärfte statt erleichterte. Darüber hinaus zeigen die jüngsten Abstimmungen zum Ausländerstimmrecht auf kantonaler Ebene, dass nur eine Minderheit der Schweizer gegenwärtig bereit ist, ihre Privilegien aufzugeben, um das existierende Demokratiedefizit zu beheben.

Zivilgesellschaftliche Aktionen

Die einzige Hoffnung ruht deswegen im Moment auf zivilgesellschaftlichen Aktionen, wie wir sie in anderen Ländern erleben. Ein Beispiel ist die Aktion «Wahlkreis 100%», bei der in Freiburg i. Brsg. die nicht wahlberechtigten Migranten zu einer symbolischen Stimmabgabe aufgefordert wurden. Der Verein «Wahlkreis 100%» bringt sich mit Strassenständen, Wahlplakaten, Veranstaltungen, Wahlprüfsteinen, Kinospots und aktiver Medienarbeit in den Wahlkampf ein. Bei vier Wahlen (2002–2014) wählten nicht wahlberechtigte Migranten ihren symbolischen Gemeinderat oder Bundestag. Die abgegebenen Stimmen wurden den gewählten Abgeordneten feierlich als «Wählerauftrag» übergeben, und die von den Migranten gewählten kommunalen Vertreter wurden zu einer symbolischen 100%-Gemeinderatssitzung einberufen, um politische Partizipation und die Einführung des kommunalen Wahlrechts öffentlich zu debattieren.

Stimmrecht «verschenken»

Ein anderes Beispiel ist die Aktion *Electoral Rebellion*, die bereits in Grossbritannien, Israel und Deutschland durchgeführt wurde. Sie geht davon aus, dass heute eine Vielzahl von Menschen im Inland, aber auch im Ausland von Wahlen ausgeschlossen sind, obwohl sie von der Politik eines Nationalstaates massiv betroffen sind. Über Facebook wurden deswegen Wahlberechtigte aufgerufen, ihre Stimme an eine nicht stimmberechtigte Person im In- oder Ausland zu «verschenken». Besonders angemessen erscheint es, wenn Emigranten, die noch das Stimmrecht besitzen, aber nicht mehr den Gesetzen eines Landes unterworfen sind, für die nicht wahlberechtigten Immigranten, die diesen Gesetzen unterworfen sind, stimmen. Diese Idee erscheint insbesondere für die Schweiz vielversprechend, denn diese hat nicht nur viele Immigranten,

sondern auch sehr viele Emigranten. Die elektronische Stimmabgabe macht es für Emigranten leichter, das Stimmrecht – am besten als beauftragte Repräsentanten der Immigranten – auszuüben.

Weitere Informationen

Literaturhinweise zu diesem Artikel finden Sie unter:

www.sagw.ch/bulletin

53

Veranstaltung zum Thema

19. Oktober 2016, 18.00 Uhr, Universität Luzern

Die politische Inklusion der Immigranten in der Schweiz:
Defizite und Handlungsmöglichkeiten

Neben der kulturellen und sozioökonomischen Integration von Migranten steht in der Schweiz wie in vielen anderen Ländern auch die politische Inklusion im Zentrum gesellschaftlicher Auseinandersetzungen.

Weitere Informationen: <http://www.lasuissexistepas.ch>

Zum Autor

Joachim Blatter



Prof. Dr. Joachim Blatter ist seit 2008 Professor für Politikwissenschaft an der Universität Luzern. Davor hatte er Positionen an der Erasmus-Universität Rotterdam, an der Freien Universität Berlin und an der Universität Konstanz inne. Er beschäftigt sich vorwiegend mit den aktuellen Herausforderungen für die Demokratie.

Migration und Soziale Arbeit: Handlungsbedarf und aktuelle Herausforderungen

Thomas Geisen

54

Die Entwicklungen in modernen Gesellschaften sind sowohl unter historischen als auch unter aktuellen Bedingungen in entscheidender Weise durch Migration bestimmt.

Auf der sozialen Ebene und in Bezug auf Entwicklungsprozesse in unterschiedlichen geographischen Räumen realisieren sich Migrationsprozesse als gesellschaftliche «Ausgleichsprozesse» (Hoerder 2002). Sie sind das Resultat aktiver Handlungs- und Entscheidungsprozesse von Migrantinnen und Migranten. Auf ökonomischer Ebene sind diese Ausgleichsprozesse zum Teil in historisch gewachsene bzw. an historische Entwicklungen anschließende «Transfersysteme von Arbeitskraft» (Geisen 2002) eingebunden. Migrationsprozesse sind daher eng verknüpft mit bestehenden Macht- und Herrschaftsverhältnissen. Sie konkretisieren sich als ambivalente Prozesse, da sie sowohl von politischen und wirtschaftlichen Interessen gelenkt und gesteuert werden, als auch Resultat von individuellen und kollektiven Lebensstrategien sind (Geisen 2015). Die Versuche der Migrationssteuerung und Migrationskontrolle haben daher auch vielfältige nichtintendierte Folgen ökonomischer und sozialer Entwicklungen. Auf der kulturellen Ebene stellt Migration immer auch einen Tradierungsprozess von kulturellen Erfahrungen dar, der jedoch einer ständigen Transformation und Neuerfindung (Apitzsch 1999; Hobsbawm 2003) ausgesetzt ist. Aufgrund der Dynamik des durch Migration ausgelösten bzw. vielfach auch imaginierten sozialen Wandels stellt sich die Frage des Umgangs derjenigen mit Migration, die den Newcomern als Settler gegenübergetreten.

Marginalisierung als Perspektive der Sozialen Arbeit

Die Frage nach den Formen und Möglichkeiten der gesellschaftlichen und politischen Partizipation stehen im Mittelpunkt der migrationspolitischen Debatten. Vielfach werden hier jedoch Fragestellungen und Probleme kultu-

ralisiert, das heisst, sie werden auf unterschiedliche kulturelle Prägungen und Zugehörigkeiten zurückgeführt. In der Migrationsforschung ist die Bedeutung kultureller Faktoren für soziale Integrationsprozesse jedoch höchst umstritten und ist vielfach kritisiert worden (Geisen 2008). Stattdessen werden soziale Faktoren wie sozialer Status und Bildung als entscheidende Faktoren für gelingende Integrationsprozesse angeführt. Eine negative Wirkung auf die soziale Integration und Partizipation in einer Gesellschaft haben auch unterschiedliche Formen von Ausgrenzung und Rassismus (Geisen 1996). Wichtig sind in diesem Zusammenhang auch die Prozesse der Traditionierung von Rassismus und von Mechanismen der Aussenseiterproduktion. Sie führen zu einer Kontinuität und Verfestigung bestehender Strukturen der Marginalisierung und beeinflussen auf diese Weise sowohl die gesellschaftlichen als auch die gemeinschaftlichen und individuellen Entwicklungen. Die Integration von Migrantinnen und Migranten ist daher vielfach auch eng mit der Frage nach den Ursachen von sozialer Benachteiligung verknüpft. Die Wirkung von sozialer Benachteiligung im Migrationskontext bedarf allerdings einer Systematisierung und Präzisierung, da es sich bei der sozialen Gruppe der Migrantinnen und Migranten nicht um eine spezifische, kulturell und sozial homogene Gruppe handelt. Sie ist vielmehr durch ein Höchstmaß an Heterogenität und Differenz gekennzeichnet, und zwar sowohl kulturell und sozial als auch ökonomisch und politisch. Hinzu kommen die vielen rechtlichen Unterschiede, die als eine weitere Differenzlinie die soziale Gruppe der Migrantinnen und Migranten kennzeichnet.

Im Kontext der Sozialen Arbeit ist Migration vor allem unter den Bedingungen von Marginalisierung von Relevanz. Marginalisierung entsteht vor allem dort, wo die Verfügbarkeit über kulturelle, ökonomische und soziale Ressourcen beschränkt ist. Die Gründe hierfür können sowohl individuell, biographisch verortet werden als auch gesellschaftlich im Hinblick auf die soziale Lage der Betroffenen. Soziale Arbeit steht hier vor einer doppelten

Herausforderung, das heisst, sie muss einerseits die Bedingungen und Folgen von Marginalisierung analysieren und andererseits Ansätze und Handlungsmöglichkeiten entwickeln, um den von Marginalisierung betroffenen Migrantinnen und Migranten entsprechende Beratungs- und Unterstützungsangebote zur Verfügung stellen zu können. Hierzu ist sowohl die Entwicklung theoretischen Wissens als auch von empirischem und praxisbezogenem Wissen erforderlich.

Neue Herausforderungen für die Soziale Arbeit

Migration als wichtiger Teil gesellschaftlicher Entwicklungen ist vielfältigen Wandlungen unterworfen. Soziale Arbeit ist daher darauf angewiesen, sich in ihren Massnahmen und Angeboten stets auch veränderten gesellschaftlichen (Migrations-)Verhältnissen anzupassen. Dabei geht es vor allem darum, Migrantinnen und Migranten, die unter Bedingungen von Marginalisierung leben, in ihren Fähigkeiten zu Selbstbestimmung und Autonomie zu stärken. Insbesondere im Hinblick auf die aktuellen gesellschaftlichen Herausforderungen im Zusammenhang mit der verstärkten Fluchtmigration wird dabei deutlich, dass die Migrationsthematik von der Sozialen Arbeit längst nicht mehr als Sonderthema behandelt werden kann, das in deren professioneller und institutioneller Ausrichtung in spezialisierten Angeboten und Einrichtungen zum Ausdruck kommt. Vielmehr ist die Migrationsthematik längst zu einer sogenannten Querschnittsaufgabe geworden. In Migrationsgesellschaften ist professionelles Handeln innerhalb der Institutionen und Organisationen der Sozialen Arbeit strukturell mit der Migrationstatsache und den damit verbundenen Herausforderungen konfrontiert. Die Soziale Arbeit selbst wird aktuell sowohl im Hinblick auf die Aus- und Weiterbildung der Professionellen, als auch bezogen auf eine interkulturelle Öffnung ihrer Institutionen und Organisationen, diesen Anforderungen nur bedingt gerecht. Daher sind verstärkte Anstrengungen (a) zur Identifizierung und Analyse von Prozessen der Marginalisierung im Migrationskontext, (b) eine Überprüfung bestehender Massnahmen und Angebote im Bereich der Sozialen Arbeit auf ihre Wirksamkeit im Kontext Migration sowie (c) eine Analyse des professionellen Handelns im Migrationskontext erforderlich, um das bestehende Handlungs- und Methodenrepertoire zielgerichtet und auf die Bedürfnisse der aktuellen Migrationsgesellschaft hin abgestimmt weiterzuentwickeln.

Weitere Informationen

Literaturhinweise zu diesem Artikel finden Sie unter:
www.sagw.ch/bulletin

Veranstaltung zum Thema

8. März 2017, 14.00 Uhr, Hochschule für soziale Arbeit, Olten
 Arbeitsintegration und (Flucht-)Migration:
 Neue Herausforderungen für die soziale Arbeit?

Flucht- und Einwanderungsländer sind in den kommenden Jahren im Hinblick auf die Arbeitsintegration der Flüchtlinge und Migrantinnen und Migranten stark gefordert. Die geplante Veranstaltung beleuchtet aktuelle Entwicklungen und Ansätze in diesem Bereich und fragt nach, wie diese bearbeitet werden können.

Weitere Informationen: <http://www.lasuissexstepas.ch>

Zum Autor

Thomas Geisen



Dr. Thomas Geisen ist Professor für Arbeitsintegration und Eingliederungsmanagement/ Disability Management an der Hochschule für Soziale Arbeit der Fachhochschule Nordwestschweiz. Seine Arbeitsbereiche sind Arbeit und Migration. Zuletzt erschienen: «Migration und Minderheiten in der Demokratie» (2016, gem. herausgegeben mit Philipp Eigenmann und Tobias Studer), und «Arbeit, Migration und Soziale Arbeit» (2015, gem. herausgegeben mit Markus Ottersbach). Kontakt: thomas.geisen@fhnw.ch.

Liebe, Familie und Verwandtschaft in Zeiten der Migration

Olivia Killias

56

Jede dritte Ehe in der Schweiz wird zwischen Menschen unterschiedlicher Nationalitäten abgeschlossen. Fast jedes dritte Kind hat mindestens einen Elternteil, der im Ausland geboren wurde. Kinder werden über Grenzen adoptiert, Paare reisen ins Ausland, um sich ihren Kinderwunsch mithilfe der globalen reproduktiven Medizin zu erfüllen.

Wie verändern solche transnationalen Dimensionen Diskurse und Praktiken von Familie? Welche Definitionen von Verwandtschaft liegen dem Migrationsrecht zugrunde, zum Beispiel wenn es um Familiennachzug oder erleichterte Einbürgerung geht? Durch welche Mechanismen ist Liebe zu einer Angelegenheit der Grenzkontrolle geworden, und was sagen uns Konzepte wie «Scheinehe» oder «Zwangsehe» über die nationalstaatliche Regulierung von Heirat?

Vom Zivilstandsbeamten zum Fremdenpolizisten

In Zeiten der Globalisierung werden die Herstellung und das Aufrechterhalten von Verwandtschaft durch Heirat und Nachkommenschaft stets komplexer, sei es zum Beispiel durch die Möglichkeiten neuer reproduktiver Technologien oder durch transnationale Heiratsmigration. Die Grenzen von Zugehörigkeit werden dabei stets neu definiert und ausgehandelt.

Eine Schweizerin, die einen Ausländer heiratete, verlor bis 1952 automatisch ihre Nationalität (Studer 2004) – ein Beispiel, das die Verbindung von verwandtschaftlicher und nationaler Zugehörigkeit besonders deutlich zum Ausdruck bringt. Heute ermöglicht eine Ehe mit einem Schweizer, einer Schweizerin eine sogenannte «erleichterte Einbürgerung», doch ist die Ehe selbst immer mehr zu einer Angelegenheit der Grenzkontrolle geworden: Mit der Verschärfung des Ausländergesetzes haben ZivilstandsbeamtenInnen zum Beispiel den Auftrag, «Hinweise auf eine Scheinehe [festzustellen] und [sind] verpflichtet

diese zu melden» – sie wurden somit mit fremdenpolizeilichen Aufgaben betraut (Kurt und Huey 2013: 8).

Wirkungsmacht der Begriffe

Neuere ethnologische Auseinandersetzungen mit Heiratsmigration problematisieren die Verwendung von Begriffen wie «Scheinehe» und «Zwangsehe», zeichnen deren Genealogien und führen aus, welche Wirkungsmacht von solchen Begriffen ausgeht: Der Verdacht der «Scheinehe» produziert unter anderem die Notwendigkeit offensichtlicher Liebesbekundungen im Verfahren (Lavanchy 2014). Ähnlich wie in anderen Ländern hat der Begriff der «Zwangsehe» wiederum im Zuge der politischen Debatte um die «Unterdrückung der Frau» durch kulturelle oder religiöse Minderheiten an Popularität gewonnen (s. Dahinden und Neubauer 2012; Strasser und Tasic 2014).

Verständnis von Verwandtschaft

Aber nicht nur Heiratsmigration, auch die Erforschung von Familiennachzug und transnationaler Adoption ermöglicht interessante Einsichten in das staatliche Verständnis von Verwandtschaft. In Familiennachzugsverfahren, in denen familiäre Beziehungen «zweifelhaft» erscheinen, können DNA-Proben genommen werden – Verwandtschaft wird also biogenetisch definiert, was nicht überrascht, wird Verwandtschaft im euro-amerikanischen Kontext doch zu den «natural facts of life» gezählt (Strathern 1992).

Gerade diese «Natürlichkeit» von Verwandtschaft wird jedoch durch reproduktive Technologien in Frage gestellt (Bühler und König 2015). Die Schweiz kennzeichnet sich durch eine der weltweit restriktivsten Gesetzeslagen in Bezug auf reproduktive Technologien (*ibid*: 1). Obwohl gewisse Technologien erlaubt sind, sind sie oft nur für heterosexuelle Paare zugänglich und sowohl Leihmutter- als auch Eizellenspenden sind verboten (*ibid*). Aus

diesem Grund reisen Paare, die zum Beispiel auf Leihmütterschaft oder auf Eizellenspenden zurückgreifen möchten, ins Ausland: Die Gründung einer Familie geschieht in diesem Fall von Anfang an durch grenzüberschreitende Praktiken. Manche dieser Praktiken werfen wichtige Fragen der nationalen Zugehörigkeit auf: Die Staatsbürgerschaft von Kindern, die von Leihmüttern auf die Welt gebracht werden, ist zum Beispiel oft umstritten.

Literatur

- Bühler, Nollwen und Anika König. 2015. «Making Kinship in Switzerland and Beyond: Imaginations and Substances». *Sociologus* 65: 1–10.
- Dahinden, Janine und Anna Neubauer. 2012. «Zwangsheiraten in der Schweiz: Ursachen, Formen, Ausmass». Bern: Bundesamt für Migration.
- Lavanchy, Anne. 2014. «Die Gefühlswelt des Gesetzes: die kritische Umsetzung von eherechtlichen Vorschriften im Zivilstandsamt». In Schwenzer, Ingeborg, Andrea Büchler und Michelle Cottier (eds.), *La pratique du droit de la famille*. Bern: Stämpfli Verlag AG.
- Kurt, Stefanie und Huey Shy Chau. 2013. «Heirat und Migration». Bern: Schweizerische Beobachtungsstelle für Asyl- und Ausländerrecht.
- Strasser, Sabine, und Jelena Tošić. 2014. «Egalität, Autonomie und Integration: Post-Multikulturalismus in Österreich». *Kultur, Gesellschaft, Migration*. Springer Fachmedien Wiesbaden: 123–150.
- Strathern, Marilyn. 1992. *Reproducing the Future: Anthropology, Kinship, and the New Reproductive Technologies*. New York: Routledge.
- Studer, Brigitte. 2004. «Die Ehefrau, die den Ausländer heiratet, soll sich die Geschichte klar überlegen». Geschlecht, Ehe und nationale Zugehörigkeit im 20. Jahrhundert in der Schweiz». *Tsantsa* 9: 49–60.

Zur Autorin

Olivia Killias



Dr. Olivia Killias ist Oberassistentin am Institut für Sozialanthropologie und Empirische Kulturtwissenschaft der Universität Zürich. Sie hat an den Universitäten Lausanne und Amsterdam Sozialwissenschaften studiert und an der Universität Bern in Sozialanthropologie promoviert. An der Humboldt-Universität zu Berlin (2011–2014) entwickelte sie eine neue Forschung zur Bildungsmigration von iranischen Studierenden nach Malaysia.

Weitere Informationen

Eine ungekürzte Version dieses Artikels finden Sie unter:
www.sagw.ch/bulletin

Veranstaltung zum Thema:

13. Oktober 2016, 17.30 Uhr, Völkerkundemuseum Zürich
Liebe, Familie und Verwandtschaft in Zeiten der Migration

Die Veranstaltung «Liebe, Familie und Verwandtschaft in Zeiten der Migration» soll ein anderes Licht auf aktuelle Debatten über Migration werfen, indem zentrale Konzepte der Geistes- und Sozialwissenschaften – Zugehörigkeit, Verwandtschaft, Staatsbürgerschaft – kritisch beleuchtet und anschliessend mit AktivistInnen und einem breiteren Publikum diskutiert werden. Dabei wird der Fokus auf der Schweiz liegen, ohne jedoch die Schweiz als «Sonderfall» zu betrachten: Gerade auch transnationale Verflechtungsgeschichten werden aufgezeigt und diskutiert.

Weitere Informationen:
<http://www.lasuissexistepas.ch>

Musik und Migration: Singen gegen die Angst in der Dunkelheit

Cristina Urchueguía

58

Meine Eltern waren beide Migranten. Die Familie mütterlicherseits wurde aus Schlesien in die DDR vertrieben und ‚machte‘ mittels abenteuerlicher Flucht in die Bundesrepublik Deutschland ‚rüber‘. Die Grosseltern väterlicherseits wurden nach dem Spanischen Bürgerkrieg zur Umsiedlung vom Baskenland an die Mittelmeerküste gezwungen, dort wuchs ich auf. Man arrangierte sich, doch kein Familienessen verging, ohne dass durch das ausgiebige Singen schlesischer und/oder baskischer Lieder zu Kaffee und Schnaps an diese Umsiedlungen erinnert wurde.

Die Musik spielt bei diesen und ähnlichen Migrationsfällen schon deshalb eine zentrale Rolle, weil Musik häufig das Einzige ist, was aus dem Herkunftsgebiet mitgenommen werden konnte, während Gebäude, Landschaften und Objekte, die sonst die Identifikation mit dem Lebensraum gewährleisten, zurückgelassen werden mussten und unverbringlich verloren sind.

Ein Stück Heimat

Musik ist leichtes Gepäck, da ein Grossteil des musikalischen Handelns nicht auf Schriftlichkeit oder Materialität angewiesen ist, selbst Instrumente können durch andere ersetzt werden. Im Normalfall wird Musikausübung durch Nachahmung von Praxis vermittelt, Repertoires werden mündlich überliefert und im Kollektivgedächtnis gespeichert. Bei Familien- und Kollektivmigrationen ist daher die Chance sehr gross, dass dieser Teil des Gedächtnisses im Ankunftsland reaktiviert werden kann. Wie gross das Bedürfnis ist, die Ursprungsheimat durch Musik präsent zu halten, konnte man selbst bei der Binennmigration von Tessinern in die Deutschschweiz feststellen: In jeder Stadt der Deutschschweiz wurde ein Tessiner-Chor gegründet. Mit den späteren Migrationswellen in den 60er- und 70er-Jahren erlebten Migrantenchöre in der Schweiz und anderen aufnehmenden Ländern eine Blüte. Mithilfe der Pflege besonderer, vor allem aus dem 19. Jh. stammender Chorlieder förderten sie Beisam-

mensein und Zusammengehörigkeitsgefühl. Mit Titeln wie *Nostalgia del Ticino* gelang es, die Sehnsucht nach einem ins Mythische übersteigerten Ursprungsland sogar auf die nächsten Generationen zu übertragen. Selbst heute, da alle über das Chorsterben jammern, werden immer noch Migrantenchöre gegründet, zum Beispiel durch asiatische oder lateinamerikanische Migranten.

Chor als Schnittstelle zwischen den Kulturen

Interessant ist jedoch an dieser neuen Welle, dass das Chor-Format selbst häufig nicht aus dem Ursprungsland übernommen wurde. Darin besteht ein erster Moment der Hybridisierung zwischen den Ankommenden und der aufnehmenden Kultur. Initiativen wie der 2015 ins Leben gerufene Migrantenchor «S’isch äben e Mönsch» kehren gewissermassen den Kausalitätszusammenhang um: Migranten, die aufgrund ihrer prekären legalen Lage und Lebenssituation noch keine Infrastruktur zur Verfügung haben, werden dadurch sichtbar und als Menschen wie du und ich erlebbar, weil sie etwas Bekanntes tun, nämlich im Chor singen.

Die Musik im Wandel

Hybridisierung und Transformation erweisen sich als unvermeidbare Kollateraleffekte jeder musikalischen Migration. Auch wenn die Töne dieselben sind, erfüllen sie im neuen Zusammenhang eine andere soziale und kulturelle Aufgabe, mag ihre Macht über Emotionen und Evolution die Reise auch noch so unbeschadet überstanden haben. In der Regel verändern sich auch die Töne.

Es gilt zu unterscheiden zwischen der privaten, der religiösen und der beruflichen Nutzung von Musik. Während der Familienverbund oder die Gruppe die Struktur der privaten Musik als Identitätsstütze stabilisieren kann, bilden die grösseren Zusammenhänge der Liturgie und der Musikwirtschaft eigene Dynamiken heraus, die Anpassungen, Vermischungen und Kompromisse auch im musikalischen Tun erzwingen. Dazu nur ein Beispiel: Bis 1963 konnten Katholiken überall auf der Welt dieselbe

Kirchenmusik erwarten, mit dem Zweiten Vatikanischen Konzil endete die Epoche zentralisierter Musikpraxis, so dass man heute als katholischer Migrant im neuen Land ganz andere Musik zum Lob Gottes hört und singt: Die Migration führt zur Irritation der sinnlichen Erfahrbarkeit von Glaube.

Verschmelzung der Musikstile

Für Berufsmusiker hat die Globalisierung des Musikmarktes den Zusammenhang zwischen kultureller Identität und musikalischer Praxis mehrfach verwischt. So wurden unter Bezeichnungen wie Tiki-Bars, Latin Boom oder Peruanische Musik, seit den 1980ern dann als «World Music», Verschmelzungen von westlicher und nicht westlicher Musik vermarktet, die den Erwartungshorizont bezüglich nicht westlicher Musik geprägt haben. Migrieren also Berufsmusiker, sind sie oft damit konfrontiert, dass nicht so sehr ihr musikalischer Stil erwartet und geschätzt wird, sondern ein von westlichen Labels und Medien hergestellter Klang, dem sie sich unterwerfen müssen. Gleichwohl muss der Migrationshintergrund wiederum als Authentifizierungsstrategie herhalten.

Zur Autorin

Cristina Urchueguá



Prof. Dr. Cristina Urchueguá studierte Musikwissenschaft, Kunstgeschichte und Romantische Philologie in Würzburg, nachdem sie 1989 das Klavierdiplom am Conservatorio Superior de Música de Valencia erlangt hatte. Von 2003 bis 2004 war sie Projektleiterin des SNF-Projekts «Gesamtausgabe Arcangelo Corelli: Violinsonaten Op. 5» an der Universität Zürich. Seit 2010 war sie Assistenzprofessorin und seit Januar 2016 ist sie außerordentliche Professorin am Institut für Musikwissenschaft der Universität Bern.

Weitere Informationen

Bilder, Videos und weitere Informationen zum Thema finden Sie auf unserer Website:
<http://www.sagw.ch/bulletin>

Veranstaltung zum Thema

22. November 2016, 18.15 Uhr
 Haus der Religionen, Europaplatz, Bern
 Erinnerung an die neue Heimat?
 Religiöse Musik bei Migrantengemeinschaften in der Schweiz

Die herausragende Bedeutung der Musik für die religiöse und kulturelle Identitätsbildung ist kaum zu bestreiten. Musik, als integralem Bestandteil vieler religiöser Feste, Rituale und Rezitationen, kommt auch bei den in die Schweiz migrierten Gemeinschaften eine besondere Rolle zu.

Weitere Informationen: <http://www.lasuissexistepas.ch>

Migration als Movens im Feld der Kunst: Inspiration, Kompetenzerwerb, Marketingstrategie

Regula Krähenbühl

60

Mit dem anschwellenden Strom von Menschen, die gegenwärtig aus Afrika und dem Maghreb, aus dem bürgerkriegsversehrten Syrien und aus Afghanistan über Land und Meer den Weg nach Europa suchen, hat Migration eine krisenhafte soziale und politische Brisanz erhalten. Abgesehen von der tagesaktuellen Assoziation mit Flüchtlingselend und jenseits multikulturalistischer Banalisierung sind Wanderbewegungen von Menschengruppen oder ganzen Völkern ein komplexes Phänomen, das die Geschichte der Menschheit stark bestimmt hat.

Auch in der Geschichte der Kunst lässt sich Migration als prägendes Moment feststellen. Zumal in der Schweiz, wo aristokratisches Mäzenatentum kaum eine Rolle spielte und folglich auch keine weithin ausstrahlenden kulturellen Zentren schuf, waren Künstler darauf angewiesen, Inspiration und Auskommen ausserhalb der Landesgrenzen zu suchen. Schon in der frühen Neuzeit war die Kirche mit dem Erfolg der Reformation als Auftraggeberin von Kunstwerken bedeutungslos geworden. Auf der Suche nach einer besseren Auftragslage unternahm der aus Augsburg stammende und in Basel tätige Hans Holbein d.J. (1497/1498–1543) denn auch ab Mitte der 1520er-Jahre Reisen ins Ausland, bevor er sich 1532 in London niederliess, um künftig am Hof Heinrichs VIII. Karriere zu machen.

Barock – Höhepunkt der Künstlermigration

Eine eigentliche Klimax der Migration von Künstlern brachte der Barock, als eine Vielzahl von Malern, Architekten oder Kunsthändlern ausserhalb der Alten Eidgenossenschaft Fuß zu fassen suchten und fern der Heimat bedeutende Leistungen vollbrachten. Joseph Heintz d. Ä. (1564–1609) wurde 1591 von Rudolf II. als Hofmaler nach Prag berufen (Abb. 1), wo rund hundert Jahre später der gebürtige Churer Johann Rudolf Bys (1662–1738) eine eigenständige böhmische Stilllebentradition begründete. In Rom erfolgreich waren die aus dem Tessin stammenden Maler Giovanni Serodine (1600–1630) und Pier Francesco Mola (1612–1666). Dort machte dann auch der Berner Joseph

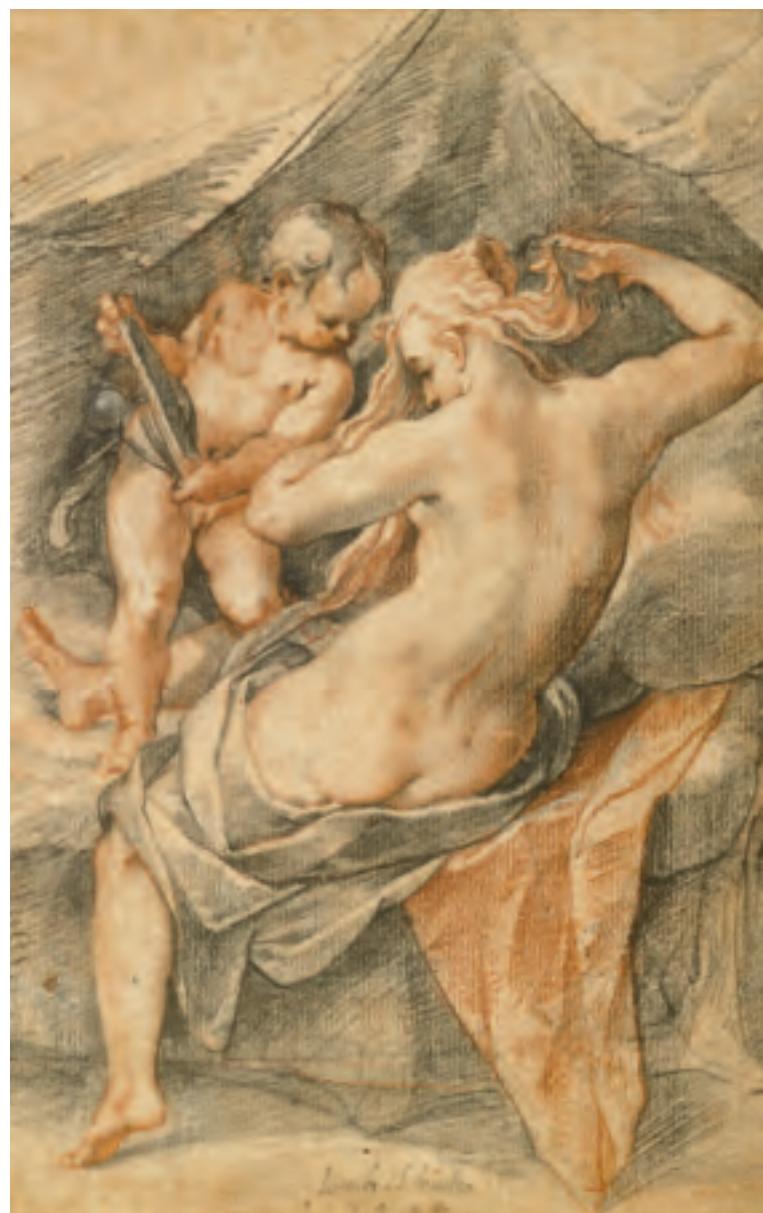


Abb. 1: Joseph Heintz d. Ä. (1564–1609), *Venus vor dem Spiegel*, 1594; rote und schwarze Kreide, 21,6 × 15,1 cm; The J. Paul Getty Museum, Los Angeles.

Werner (1637–1710) auf sich aufmerksam, so dass ihn Ludwig XIV. 1662 an den Hof nach Versailles bestellte. Schon die Architekten Carlo Maderno (1556–1629), einer der Baumeister von Neu-St. Peter, und sein Grossneffe Francesco Borromini (1599–1667) hatten in Rom Erfolge gefeiert.

Migration zu Ausbildungszwecken

Migrationswellen sind allerdings auch in jüngerer Zeit, vor allem im 19. und beginnenden 20. Jahrhundert, aufgetreten, namentlich zu Ausbildungszwecken, da in der Schweiz die entsprechenden Schulen fehlten. Zentren mit grosser Anziehungskraft für angehende Schweizer Künstlerschaffende waren Paris mit seinen vielen Kunstschulen (Abb. 2), München und die dortige Akademie der Bildenden Künste oder Mailand als Sitz der Accademia di Brera. Während ihres Aufenthalts fern der Heimat erwarben die Schweizer an den entsprechenden Ausbildungsstätten nicht nur das künstlerische Rüstzeug, sie profitierten auch von den jeweiligen Instrumenten der Kunstförderung wie Wettbewerben und Auszeichnungen und nutzten die vielfältigen Ausstellungsmöglichkeiten, die ihnen zur Verfügung standen.

Einfluss der Einwanderer

Freilich gibt es ausserdem die umgekehrte Wanderbewegung, vom Ausland in die Schweiz, was in der hiesigen Kunstgeschichte Spuren hinterlassen kann, wie etwa Dada, dessen 100-Jahr-Jubiläum im laufenden Jahr gefeiert wird. 1916, während in Europa der Erste Weltkrieg wütete, begründeten Exilanten wie Hans Arp, Hugo Ball, Emmy Hennings, Tristan Tzara und andere diese radikale Bewegung in Zürich, von wo aus Dada Ableger in Berlin, Hannover, Paris und New York bildete. Inwiefern sich spätere Einwanderungswellen wie die Arbeitsmigration aus Italien nach dem Zweiten Weltkrieg oder die Flüchtlingsströme nach dem Ungarn-Aufstand und dem Prager Frühling als je eigene «émigré cultures» im Kunstschatz der Schweiz eingeschrieben haben, wäre zu untersuchen.

Migration als Chance

Mit Blick auf den gegenwärtigen Kunstbetrieb schliesslich kann Migration, in der Ausprägung als eine Art globales Nomadentum, geradezu für konstitutiv gelten: Zum einen unterhält die institutionalisierte Kunstförderung



Abb. 2: Johann Jakob Friedrich Walthard (1818–1870), *Männlicher Akt*, wohl im Atelier Gleyre in Paris entstanden, 1840er-Jahre; Zeichnung, 58,3 × 37,9 cm; Privatbesitz.

62

auf der ganzen Welt Ateliers für Kunstschaffende, um ihnen durch die Erfahrung des Fremdseins die Schärfung des eigenen Profils und Anschluss an ein internationales Kontaktnetzwerk zu ermöglichen. Andererseits schaffen Auslandaufenthalte die Voraussetzungen, um internationale Aufmerksamkeit zu erringen und neue Käuferkreise zu erschliessen. Dies wiederum erhöht die Chancen für einen Auftritt an globalen Grossausstellungen wie den zahlreichen Biennalen in Europa, Afrika und Asien oder der documenta in Kassel (Abb. 3).

Zur Autorin

Regula Krähenbühl



Regula Krähenbühl ist Kunsthistorikerin und Literaturwissenschaftlerin. Von November 1996 bis Oktober 2007 war sie wissenschaftliche Mitarbeiterin der Abteilung Kunstgeschichte am Schweizerischen Institut für Kunstwissenschaft (SIK-ISEA) in Zürich. Seit November 2007 ist sie ebenda Leiterin des Wissenschaftsforums. Regula Krähenbühl ist in der Organisation von Tagungen und als Herausgeberin diverser Bände der Buchreihe «outlines» tätig.

Weitere Informationen

Veranstaltung zum Thema

16. März 2017, 10.00 Uhr, SIK-ISEA, Villa Bleuler,
Zollikerstrasse 32, 8032 Zürich
Migration als Movens im Feld der Kunst:
Kompetenzerwerb, Inspiration, Marketingstrategie

Weitere Informationen: <http://www.lasuissexistepas.ch>



Abb. 3: Das Team der documenta 5, «Befragung der Realität – Bildwelten heute», Kassel, 30.6.–8.10.1972; von links nach rechts: Jean-Christophe Ammann, Harald Szeemann, Ingolf Bauer, Arnold Bode, Peter Iden, Bazon Brock.

Migration und Schweizer Identität: Wie viel Fremdes hat Platz im Vertrauten?

Diana Ingenhoff

Wie entsteht ein geteiltes, historisches Bewusstsein, wie wird eine gemeinsame Identität einer «Willensnation» im Herzen Europas medial konstruiert, und welche Diskurse herrschen darin vor?

Wie die Forschungen zu Identität von Nationen¹ zeigen, lassen sich verschiedene generische Attribute unterscheiden, die die Einstellungen über ein Land nach innen wie aussen formen: funktionale, ethisch-soziale, ästhetische und affektive Komponenten.² Neben funktionalen Aspekten wie die wirtschaftliche Stabilität oder die politische Führung eines Landes prägen auch ästhetische Komponenten wie die landschaftliche Schönheit, Kultur, Traditionen und charismatische Persönlichkeiten das Landesimage. Letztere spielen häufig eine wichtige Rolle für die Konstitution nationaler Identität und finden sich z.B. in der Figur eines Roger Federer, der es wie kein anderer Sportler zuvor versteht, seine Erfolgsgeschichte mit den Schweizer Attributen (oder «Klischees») wie Bescheidenheit und Ausdauer in Verbindung zu bringen, und so einen positiven Image-Transfer für die Schweiz erwirkt und als internationaler Botschafter eines ganzen Landes agiert. Dies zahlt insbesondere auf die emotionale Landesimage-Dimension ein, in der die Offenheit und Sympathie der Bewohnerinnen und Bewohner ins Zen-

trum rücken. Diese Einschätzung wird häufig geprägt durch die ethisch-soziale Dimension, in der Verantwortung gegenüber den Bürgerinnen und Bürgern und der Umwelt, Menschenrechte und Humanitarismus eine zentrale Rolle spielen. Auch hier hat die Schweiz eine lange Tradition zu verzeichnen; Friedensnobelpreisträger wie Henri Dunant erlangten internationale Bekanntheit und Bedeutung, Institutionen wie das UNO-Flüchtlingshochkommissariat mit Sitz in Genf werden eng mit der Schweiz verbunden. Doch die Frage über den Umgang mit Flüchtlingen und Migration spaltet das Land.

Die Angst vor den Folgen der Migration

Die Diversität und die innere Spaltung der Konföderation und ihrer souveränen Kantone tritt besonders bei den eidgenössischen Volksabstimmungen zutage, in denen die Angst vor den Folgen der Migration eine lange Tradition hat und in verschiedenen Diskursen zwischen Medien, Politik und Bevölkerung die Identitätsfrage in den Vordergrund rückt.

So ist zwar schwer vorstellbar, wie Identifikationsprojekte der Schweizer Kultur – man denke an den Gotthard- und den Simplontunnelbau – ohne Einwanderung ausgekommen wären. Aber die mit ihnen verbundenen Zuwandererströme brachten bereits 1914 den Begriff der «Überfremdung» auf den Tisch, als der Ausländeranteil bis zu 15 Prozent, in Städten wie Genf und Basel sogar über 30 Prozent erreichte. Dies war der Nährboden für den Beginn des Rechtspopulismus, der Politisierung und fremdenfeindlicher Rhetorik der Einwanderung, die ihren ersten Höhepunkt in der Schwarzenbach-Initiative «Gegen die Überfremdung und Überbevölkerung» hatte.³ Sie richtete sich hauptsächlich gegen die mediterranen Arbeitenden und hatte zum Ziel, den Anteil der ausländischen Wohnbevölkerung auf 10 Prozent zu beschrän-

¹ Smith, Anthony D. (1987): *The ethnic origins of nations*. Oxford: Blackwell; Smith, Anthony D. (1991): *National identity*. Reno: University of Nevada Press.; David, Ohad/Bar-Tal, Daniel (2009): *A socio-psychological conception of collective identity: The case of national identity as an example*. Personality and Social Psychology Review 13: 354–379.

² Buhmann, A./Ingenhoff, D. (2015): *The 4D Model of the country image: An integrative approach from the perspective of communication management*. International Communication Gazette. Vol. 77(1): 102–124.

³ Manatschal, Anita (2015): *Switzerland – Really Europe's heart of darkness?* In: Swiss Political Science Review 21(1): 23–35.

64

ken. Sie wurde am 7. Juni 1970 mit nur 54 Prozent relativ knapp durch die Schweizer Männer abgelehnt, Frauen durften zu dieser Zeit noch nicht abstimmen. Der eher als Aussenseiter charakterisierte James Schwarzenbach nutzte damals eine aus heutiger Sicht groteske Rhetorik, indem er die «braunen Söhne des Südens» (gemeint waren zumeist italienische Einwanderer) als «artfremde Gewächse» und «schleichende Krankheit» ausgrenzte, die die direkte Demokratie, die kulinarischen Gewohnheiten und den Arbeitsfrieden der Schweizer bedrohe.⁴ Schon damals diente der Fremdenhass «vor allem dazu, die wahren Ursachen der Misere zu verdecken – einer Politik nämlich, die den Unternehmern auf Kosten der Arbeiter einen immensen Reichtum bescherte»⁵.

Initiativen gegen die Bedrohung des Fremden

Es folgten zahlreiche weitere Initiativen gegen die Bedrohung des Fremden, mit jeweils ähnlichen Inhalten und Rhetoriken: Die «Initiative zur Beschränkung der ausländischen Wohnbevölkerung», die die Zahl der jährlichen Einbürgerungen auf maximal 4000 begrenzen und den Ausländerbestand auf 500 000 plafonieren wollte. Sie wurde am 20. Oktober 1974 mit 65 Prozent an Neinstimmen deutlich abgelehnt. Die Initiative «Für die Begrenzung der Einwanderung» verlangte u.a., nur noch 90 000 Grenzgänger zuzulassen und nicht mehr als 100 000 jährliche Saisonnerbewilligungen zu erteilen. Sie wurde am 4. Dezember 1988 mit 67 Prozent Neinstimmen abgelehnt. Volksbegehren wie diejenigen «gegen die Masseneinwanderung von Ausländern und Asylanten» (1991) bzw. «für eine vernünftige Asylpolitik» (1996) scheiterten bereits im Sammelstadium bzw. wurden vom Parlament als ungültig erklärt. In den 1990er-Jahren übernahm schliesslich die SVP die Vorreiterrolle rechtspopulistischer Initiativen,

so mit der in 1992 lancierten Volksinitiative «gegen illegale Einwanderung», die am 1.12.1996 mit 54 Prozent Nein verworfen wurde. Nur äusserst knapp scheiterte die Initiative «gegen Asylrechtsmissbrauch» am 24. November 2000 am Volksmehr.

Einzig die «Mitenand-Initiative für eine neue Ausländerpolitik» setzte bis dato einen Kontrapunkt und forderte u.a. die Abschaffung des Saisonierstatuts, wurde aber am 5. April 1981 mit 84 Prozent abgelehnt.

Weniger Angst bei Betroffenen

Die erste (wenn auch mit einer Differenz von lediglich 19 500 Stimmen und mit knappen 50,3 Prozent), am 9.2.2014 angenommene migrationskritische «Initiative gegen Masseneinwanderung», die eine Begrenzung der Zuwanderung von Ausländerinnen und Ausländern in die Schweiz durch jährliche Höchstzahlen und Kontingente forderte und damit im Widerspruch zu den bilateralen Verträgen mit der EU in Sachen Personenfreizügigkeit stand, erzeugte grosse internationale Aufmerksamkeit. In den Diskursen rund um die Masseneinwanderungsinitiative tauchte dabei immer wieder das aus der Biologie entlehnte Phänomen «Dichtestress» als zentrales Argument zur Bedrohung sinkender Lebensqualität in den verschiedensten Bereichen auf – und wurde auch gleich zum Unwort des Jahres gekürt. Der Wahlausgang spiegelt erneut eine Spaltung des Landes entlang des Röttigrabens. Das Muster ist in fast allen Abstimmungen, die die Aussenbeziehungen der Schweiz tangieren, ähnlich: die Befürworter in der Deutschschweiz (mit Ausnahme von Zürich, Zug und Basel) und im Tessin, die Gegner in der Romandie. Hinzu kommt ein scharfer Stadt-Land-Gegensatz: Die grössten Unterstützer der Initiative fanden sich in jenen ländlichen Regionen, die vom Dichtestress am

⁴ Maiolino, Angelo (2011): *Als die Italiener noch Tschinggen waren.*

Der Widerstand gegen die Schwarzenbach-Initiative. Rotpunkt-Verlag.

⁵ <https://www.woz.ch/-207d> (3.6.10)

wenigsten betroffen sind, die stärksten Gegner in den eng besiedelten Städten.

Wachsende Skepsis

Erklärungen für den Wahlausgang werden u.a. in einer wachsenden Skepsis gegenüber der ab 2012 erneut stark zunehmenden Zuwanderung, einem Identitätskonflikt über den Grad der Öffnung der Schweiz und der Bedrohung durch das Fremde sowie dem Festhalten an Traditionen gesehen.⁶ Die Diskurse sind historisch vergleichbar und sind keineswegs ein rein schweizerisches Phänomen. Auch auf europäischer Ebene mobilisieren Parteien wie Front National (FN), Alternative für Deutschland (AfD) oder die United Kingdom Independence Party (UKIP), und selbst in klassischen Migrationsländern wie den Vereinigten Staaten und Australien wurde der Migrationsdiskurs genutzt, um Ängste zu schüren und von den Fehlern der eigenen Politik abzulenken. Gewandelt haben sich in der Zeit lediglich die Herkunftsländer der «Sündenböcke» Migranten. Im Zentrum der medial konstruierten Diskurse steht dabei immer wieder das Festhalten am Mythos schweizerischer Traditionen und Eigenarten, welcher in dieser Form gar nicht existiert. Dabei werden die Chancen der Migration und des Wandels wenig beachtet.

Weitere Informationen

Die ungekürzte Version dieses Artikels finden Sie unter:
www.sagw.ch/bulletin

Veranstaltung zum Thema

17. März 2017, 9.30 Uhr
 Universität Fribourg, Bd. de Pérrolles 90, 1700 Fribourg

Constructing Swiss Identity and Country Image in Times of Migration:
 Europe between Integration and Exclusion

Wie wird Identität medial konstruiert, argumentativ genutzt, wie bekommt man die Vielfalt, Widersprüchlichkeit und Ambivalenz dieses Konstrukts und seiner von verschiedenen Akteuren geprägten Diskurse in Verbindung mit Migration in den Blick?

Weitere Informationen: <http://www.lasuissexistepas.ch>

Zur Autorin

Diana Ingennhoff



Prof. Dr. Diana Ingennhoff ist Ordinaria für Medien- und Kommunikationswissenschaft an der Universität Fribourg und seit 2014 Präsidentin der Schweizerischen Gesellschaft für Kommunikations- und Medienwissenschaft (SGKM). Im Sommer 2016 gründete sie die erste internationale Public Diplomacy Interest Group der International Communication Association, zu deren Präsidentin sie gewählt wurde.

⁶ Sciarini, P., A. Nai and A. Tresch (2014): *Analyse de la votation fédérale du 9 février 2014*. Bern/Geneve: gfs.bern et Université de Genève; Abu-Hayyeh, Reem/Fekete, Liz (2014): *Swiss referendum: flying the flag for nativism*. Race & Class, Vol. 56(1): 89–94.